

TESTO UFFICIALE
TEXTE OFFICIEL

PARTE SECONDA

ATTI DEL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

Ordinanza 26 gennaio 2000, n. 33.

Disposizioni urgenti in merito allo scarico nella Dora Baltea di acque reflue parzialmente depurate provenienti dall'impianto di depurazione del Consorzio Depurazione Fognature Saint-Christophe-Aosta-Quart, sito in Comune di POLLEIN.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

dispone

1. di autorizzare, in applicazione delle disposizioni indicate in premessa, il Consorzio Depurazione Fognature di Saint-Christophe-Aosta-Quart a scaricare nella Dora Baltea, nel punto indicato nella planimetria allegata, le acque reflue parzialmente depurate di origine civile provenienti dall'impianto consortile, sito in Comune di POLLEIN al fine di consentire il ripristino del funzionamento delle strutture metalliche immerse per la guida e l'ancoraggio del miscelatore n. 6;

2. di stabilire che la presente ordinanza è rilasciata fino al 31 gennaio 2000;

3. di stabilire che fino all'avvenuto ripristino dell'impianto di depurazione il Consorzio Depurazione Fognature di Saint-Christophe-Aosta-Quart deve adottare ogni provvedimento atto ad evitare aumenti anche temporanei dell'inquinamento, ai sensi dell'art. 25 della legge n. 319/76, ed in particolare dovranno essere adottate le misure tecniche indicate nella richiesta di autorizzazione;

4. di stabilire che il presente provvedimento venga notificato, a cura dell'Assessorato regionale Sanità, Salute e Politiche Sociali, al Consorzio Depurazione Fognature di Saint-Christophe-Aosta-Quart, ai Comuni di POLLEIN e BRISOGNE, all'Agenzia regionale per la protezione dell'ambiente, all'Assessorato regionale Agricoltura e Risorse Naturali e alla Stazione forestale competente per territorio.

Aosta, 26 gennaio 2000.

Il Presidente
VIÉRIN

Allegata planimetria omissis

DEUXIÈME PARTIE

ACTES DU PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Arrêté n° 33 du 26 janvier 2000,

portant mesures urgentes en matière de déversement dans la Doire Baltée des eaux usées domestiques partiellement traitées provenant de la station d'épuration du consortium d'épuration des égouts de Saint-Christophe, Aoste et Quart, située dans la commune de POLLEIN.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

arrête

1) Aux termes des dispositions visées au préambule, le consortium d'épuration des égouts de Saint-Christophe, Aoste et Quart est autorisé à déverser dans la Doire Baltée, à l'endroit indiqué sur le plan de masse, des eaux usées domestiques partiellement traitées provenant de la station d'épuration dudit consortium, située dans la commune de POLLEIN, afin de permettre l'exécution de travaux destinés à remettre en fonction les structures métalliques immergées destinées au guidage et à l'ancrage du mélangeur n° 6 ;

2) La présente ordonnance déploie ses effets jusqu'au 31 janvier 2000 ;

3) Tant que la station d'épuration n'est pas remise en fonction, le consortium d'épuration des égouts de Saint-Christophe, Aoste et Quart se doit d'adopter toute mesure susceptible d'éviter l'augmentation, même temporaire, de la pollution, aux termes de l'art. 25 de la loi n° 319/1976 ; les mesures techniques visées à la demande d'autorisation doivent notamment être adoptées ;

4) Le présent acte est notifié par l'Assessorat régional de la santé, du bien-être et des politiques sociales au consortium d'épuration des égouts de Saint-Christophe, Aoste et Quart, aux communes de POLLEIN et de BRISOGNE, à l'Agence régionale de la protection de l'environnement, à l'Assessorat régional de l'agriculture et des ressources naturelles et au poste forestier territorialement compétent.

Fait à Aoste, le 26 janvier 2000.

Le président,
Dino VIÉRIN

Annexe planimétrie omissis

Decreto 27 gennaio 2000, n. 38.

Sostituzione di un componente in seno alla Commissione medica collegiale per l'accertamento dell'handicap denominata Aosta 3 con sede in AOSTA ai sensi della Legge Regionale 7 giugno 1999, n. 11.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

decreta

1) di nominare, quale membro supplente in seno alla Commissione medica collegiale per l'accertamento dell'handicap con sede in AOSTA, il dott. Massimo MAIONE, specialista in Chirurgia Vascolare, in sostituzione del dott. Antonio ANTICO.

L'Ufficio Invalidità Civile dell'Assessorato della Sanità, Salute e Politiche Sociali è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Aosta, 27 gennaio 2000.

Il Presidente
VIÉRIN

Decreto 28 gennaio 2000, n. 41.

Subconcessione, in via di sanatoria, per la durata di anni trenta, alle ditte MENEGONI Andrea e PERONA MARMI S.r.l. di derivazione d'acqua dal canale Ru de Joux, in comune di VERRAYES, ad uso industriale (coltivazione cave).

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

decreta

Art. 1

Fatti salvi i diritti dei terzi è subconcesso, in via di sanatoria, alle ditte MENEGONI Andrea e PERONA MARMI S.r.l., giusta la domanda presentata in data 02.03.1991, di derivare, dal canale irriguo Ru de Joux, nel comune di VERRAYES a quota 1760 m.s.m., nel periodo dal 1° aprile al 30 settembre di ogni anno, massimi litri/sec. 0,91 e medi annui 0,024, per un totale di 756,864 metri cubi annui di acqua, onde permettere il funzionamento dell'impianto per il taglio, con filo diamantato, dei blocchi di marmo nelle cave delle ditte sopraccitate.

Art. 2

Salvo i casi di rinuncia, decadenza o revoca, la durata della subconcessione sarà di anni trenta successivi e continui,

Arrêté n° 38 du 27 janvier 2000,

portant remplacement d'un membre de la commission médicale chargée de la constatation de la qualité de handicapé dénommée «Aosta 3», siégeant à AOSTE, au sens de la loi régionale n° 11 du 7 juin 1999.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

arrête

1) M. Massimo MAIONE, spécialiste en chirurgie vasculaire, remplace M. Antonio ANTICO en qualité de membre suppléant de la commission médicale chargée de la constatation de la qualité de handicapé siégeant à AOSTE.

Le Bureau des invalides civils de l'Assessorat de la santé, du bien-être et des politiques sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Aoste, le 27 janvier 2000.

Le président,
Dino VIÉRIN

Arrêté n° 41 du 28 janvier 2000,

accordant, à titre de régularisation et pour une durée de trente ans, aux sociétés MENEGONI Andrea et PERONA MARMI Srl, la sous-concession de dérivation des eaux du canal Ru de Joux, dans la commune de VERRAYES, à usage industriel (exploitation de carrières).

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

arrête

Art. 1^{er}

Sans préjudice des droits des tiers, il est sous-concédé, à titre de régularisation, aux sociétés MENEGONI Andrea et PERONA MARMI Srl, conformément à la demande déposée le 2 mars 1993, de dériver du canal d'irrigation Ru de Joux, dans la commune de VERRAYES – du 1^{er} avril au 30 septembre de chaque année – 0,91 litres/sec. au maximum et 0,024 litres/sec. en moyenne par an, pour un total de 756,864 mètres cubes d'eau par an, en vue du fonctionnement de l'installation de sciage, à l'aide d'un fil diamanté, des blocs de marbre dans les carrières des entreprises susdites.

Art. 2

La durée de la sous-concession – sauf en cas de renonciation, caducité ou révocation – est de trente ans continus à

decorrenti dalla data del presente decreto, subordinatamente all'osservanza delle condizioni stabilite nel disciplinare di subconcessione n. 13231 di repertorio in data 14.10.1999 e con l'obbligo del pagamento anticipato, presso la tesoreria dell'Amministrazione regionale, del canone annuo di lire 3.000.000 (tremilioni) pari al minimo fissato dall'art. 18 comma 2 della legge 05.01.1994 n. 36 per le derivazioni ad uso industriale.

Art. 3

L'Assessorato Territorio, Ambiente e Opere Pubbliche e l'Assessorato Bilancio, Finanze e Programmazione della Regione, ognuno per la propria competenza, sono incaricati dell'esecuzione del presente Decreto.

Aosta, 28 gennaio 2000.

Il Presidente
VIÉRIN

Arrêté n° 42 du 28 janvier 2000,

portant subconcession pour la durée de trente ans à compter de la date de l'arrêté de subconcession, à l'Administration communale de CHAMPORCHER de dérivation d'eau des sources jaillissantes à 2310 et 2100 m.s.m. en la localité Dondena de CHAMPORCHER, pour les usages domestiques et pour la production d'énergie hydroélectrique.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT VALDÔTAIN

Omissis

arrête

Art. 1

Sans préjudice des droits des tiers, il est subconcedé à l'Administration Communale de CHAMPORCHER conformément à la demande déposée le 13 octobre 1998, de dériver, de la source jaillissante à 2310 m.s.m. en la localité Dondena de CHAMPORCHER, 0,195 modules au maximum (dix-neuf virgule cinq litres/seconde) et 0,11 modules en moyenne (onze litres/seconde) d'eau, pour les usages domestiques et pour la production, sur une chute de 216,02 mètres, d'une puissance nominale moyenne de 23,31 Kw., et de la source jaillissante à 2100 m.s.m., en la même localité, 0,09 modules au maximum (neuf litres/seconde) et 0,06 (six litres/seconde) d'eau, pour les usages domestiques.

Art. 2

La durée de la subconcession, sauf en cas de renonciation, caducité ou révocation, est fixée à trente ans consécutifs, à compter de la date du présent arrêté. Les conditions établies par le cahier des charges de subconcession n° 13281 du 25 novembre 1999 doivent être respectées. La redevance annuelle à verser chaque année d'avance à l'Administration

compter de la date du présent arrêté. Les conditions établies par le cahier des charges de sous-concession n° 13231 du 14 octobre 1999 doivent être respectées. Lesdites sociétés sont tenues de verser à l'avance à la trésorerie de l'Administration régionale une redevance annuelle de 3 000 000 L (trois millions), correspondante au montant minimal fixé par le 2^e alinéa de l'art. 18 de la loi n° 36 du 5 janvier 1994 pour les dérivations d'eau à usage industriel.

Art. 3

L'Assessorat régional du territoire, de l'environnement et des ouvrages publics et l'Assessorat régional du budget, des finances et de la programmation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Aoste, le 28 janvier 2000.

Le président,
Dino VIÉRIN

Decreto 28 gennaio 2000, n. 42.

Subconcessione, per la durata di anni trenta a decorrere dalla data del presente decreto, all'amministrazione comunale di CHAMPORCHER, di derivazione d'acqua dalle sorgenti situate a quota 2310 e 2100 m.s.m., in località Dondena, nel comune di CHAMPORCHER, ad uso domestico e ad uso idroelettrico.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

decreta

Art. 1

Fatti salvi i diritti dei terzi, è subconcesso all'amministrazione comunale di CHAMPORCHER, giusta la domanda presentata in data 13.10.1998, di derivare dalla sorgente situata a quota 2310 m.s.m., in località Dondena, nel comune di CHAMPORCHER, 0,195 moduli max. (diciannove virgola cinque litri al minuto secondo) e 0,11 moduli medi (undici litri al minuto secondo) di acqua, ad uso domestico e per produrre, sul salto di 216,02 m, la potenza nominale media di 23,31 kW, e di derivare dalla sorgente situata a quota 2100 m.s.m., nella località suddetta, 0,09 moduli max. (nove litri al minuto secondo) e moduli medi 0,061 (sei litri al minuto secondo) di acqua, ad uso domestico.

Art. 2

Salvo i casi di rinuncia, decadenza o revoca, la durata della subconcessione sarà di anni trenta successivi, decorrenti dalla data del presente decreto, subordinatamente all'osservanza delle condizioni stabilite nel disciplinare di subconcessione n. 13281 di repertorio in data 25.11.1999, con l'obbligo del pagamento anticipato, presso la Tesoreria dell'Ammini-

Régionale est établie en lires 503 000 (cinq cent trois mille lires).

Art. 3

L'Assessorat du Territoire, de l'Environnement et des Ouvrages Publics et l'Assessorat du Budget, des Finances et de la Programmation de la Région sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Aoste, le 28 janvier 2000.

Le président,
Dino VIÉRIN

Decreto 31 gennaio 2000, n. 44.

Riconoscimento della personalità giuridica di diritto privato alla Fondazione «Ollignan», con sede in Comune di QUART.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

decreta

1) È riconosciuta la personalità giuridica di diritto privato alla Fondazione «Ollignan», con sede in QUART.

2) È approvato lo Statuto della Fondazione suddetta, quale riportato nell'atto pubblico menzionato in premessa, rep. 31827/5349 del 18 dicembre 1999,

Aosta, 31 gennaio 2000.

Il Presidente
VIÉRIN

Arrêté n° 45 du 1^{er} février 2000,

portant reconnaissance de la qualité d'agent de la sûreté publique à Mlle Sonia CONCHATRE et M. Franco FURFARO, agents de la police communale de COURMAYEUR.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT VALDÔTAIN

Omissis

arrête

la qualité d'agent de la sûreté publique est reconnue à Mlle Sonia CONCHATRE, née à AOSTE le 17 mars 1974 et à M. Franco FURFARO, né à AOSTE le 12 mai 1970, agents de la police communale de COURMAYEUR.

strazione regionale del canone annuo di lire 503.000 (cinquecentotremila).

Art. 3

L'Assessorato Territorio, Ambiente e Opere Pubbliche e l'Assessorato Bilancio, Finanze e Programmazione della Regione, ognuno per la propria competenza, sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto.

Aosta, 28 gennaio 2000.

Il Presidente
VIÉRIN

Arrêté n° 44 du 31 janvier 2000,

portant reconnaissance de la personnalité morale de droit privé à la fondation «Ollignan», dont le siège est dans la commune de QUART.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Omissis

arrête

1) Est reconnue la personnalité morale de droit privé à la fondation «Ollignan», dont le siège est dans la commune de QUART.

2) Sont approuvés les statuts de ladite fondation, tels qu'ils figurent dans l'acte public du 18 décembre 1999, réf. n° 31827/5349, mentionné au préambule.

Fait à Aoste, le 31 janvier 2000.

Le président,
Dino VIÉRIN

Decreto 1° febbraio 2000, n. 45.

Riconoscimento della qualifica di agente di pubblica sicurezza agli agenti di polizia municipale del comune di COURMAYEUR, Sonia CONCHATRE e Franco FURFARO.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

decreta

Alla Sig.ra Sonia CONCHATRE, nata ad AOSTA il 17.03.1974, e al Sig. Franco FURFARO, nato ad AOSTA il 12.05.1970, agenti di polizia municipale del comune di COURMAYEUR, è riconosciuta la qualifica di agente di pubblica sicurezza.

Les intéressés perdent leur qualité d'agent de la sûreté publique lorsqu'ils cessent d'exercer les fonctions d'agents de la police communale de COURMAYEUR. La dite cessation de fonctions doit être immédiatement communiquée à la Présidence du Gouvernement régional de la Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 1^{er} février 2000.

Le président,
Dino VIÉRIN

Arrêté n° 46 du 1^{er} février 2000,

portant reconnaissance de la qualité d'agent de la sûreté publique à M.lle Katia TRONCA, agent de la police communale d'AOSTE.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT VALDÔTAIN

Omissis

arrête

la qualité d'agent de la sûreté publique est reconnue à M.lle Katia TRONCA, née à AOSTE le 28 juin 1978, agent de la police communale d'AOSTE.

L'intéressée perd sa qualité d'agent de la sûreté publique lorsqu'elle cesse d'exercer les fonctions d'agent de la police communale d'AOSTE. La dite cessation de fonctions doit être immédiatement communiquée à la Présidence du Gouvernement régional de la Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 1^{er} février 2000.

Le président,
Dino VIÉRIN

Arrêté n° 47 du 1^{er} février 2000,

portant reconnaissance de la qualité d'agent de la sûreté publique à Mme Sylvie PERRET, agent de la police communale de POLLEIN.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT VALDÔTAIN

Omissis

arrête

la qualité d'agent de la sûreté publique est reconnue à Mme Sylvie PERRET, née à CLICHY-LA-GARENNE (F) le 26 octobre 1962, agent de la police communale de POLLEIN.

L'intéressée perd sa qualité d'agent de la sûreté publique lorsqu'elle cesse d'exercer les fonctions d'agent de la police

La qualifica di agente di pubblica sicurezza verrà meno con la cessazione degli interessati dal servizio quale agenti di polizia municipale del comune di COURMAYEUR, della quale dovrà essere data tempestiva comunicazione alla Presidenza della Giunta regionale della Valle d'Aosta.

Aosta, 1° febbraio 2000.

Il Presidente
VIÉRIN

Decreto 1° febbraio 2000, n. 46.

Riconoscimento della qualifica di agente di pubblica sicurezza all'agente di polizia municipale del comune di AOSTA, Katia TRONCA.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

decreta

Alla Sig.ra Katia TRONCA, nata ad AOSTA il 28.06.1978, agente di polizia municipale del comune di AOSTA, è riconosciuta la qualifica di agente di pubblica sicurezza.

La qualifica di agente di pubblica sicurezza verrà meno con la cessazione dell'interessata dal servizio quale agente di polizia municipale del comune di AOSTA, della quale dovrà essere data tempestiva comunicazione alla Presidenza della Giunta regionale della Valle d'Aosta.

Aosta, 1° febbraio 2000.

Il Presidente
VIÉRIN

Decreto 1° febbraio 2000, n. 47.

Riconoscimento della qualifica di agente di pubblica sicurezza all'agente di polizia municipale del comune di POLLEIN, Sylvie PERRET.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

decreta

Alla Sig.ra Sylvie PERRET, nata a CLICHY-LA-GARENNE (F) il 26.10.1962, agente di polizia municipale del comune di POLLEIN, è riconosciuta la qualifica di agente di pubblica sicurezza.

La qualifica di agente di pubblica sicurezza verrà meno con la cessazione dell'interessata dal servizio quale agente di

communale de POLLEIN. La dite cessation de fonctions doit être immédiatement communiquée à la Présidence du Gouvernement régional de la Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 1^{er} février 2000.

Le président,
Dino VIÉRIN

Arrêté n° 48 du 1^{er} février 2000,

portant révocation de la qualité d'agent de la sûreté publique à M. Ezio MATHIOU, agent de la police communale de POLLEIN.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT VALDÔTAIN

Omissis

arrête

M. Ezio MATHIOU a perdu sa qualité d'agent de la sûreté publique, étant donné qu'il n'est plus agent de la police communale de POLLEIN.

L'arrêté n° 488 du 4 mai 1983 est révoqué.

Fait à Aoste, le 1^{er} février 2000.

Le président,
Dino VIÉRIN

Arrêté n° 49 du 1^{er} février 2000,

portant révocation de la qualité d'agent de la sûreté publique à Mme Sylvie Daniela PERRET, agent de la police communale de SAINT-VINCENT.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT VALDÔTAIN

Omissis

arrête

Mme Sylvie Daniela PERRET perd sa qualité d'agent de la sûreté publique, étant donné qu'elle n'est plus agent de la police communale de SAINT-VINCENT.

L'arrêté n° 1290 du 14 octobre 1991 est révoqué.

Fait à Aoste, le 1^{er} février 2000.

Le président,
Dino VIÉRIN

polizia municipale del comune di POLLEIN, della quale dovrà essere data tempestiva comunicazione alla Presidenza della Giunta regionale della Valle d'Aosta.

Aosta, 1° febbraio 2000.

Il Presidente
VIÉRIN

Decreto 1° febbraio 2000, n. 48.

Perdita della qualifica di agente di pubblica sicurezza del Sig. Ezio MATHIOU, agente di polizia municipale di POLLEIN.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

decreta

Il Sig. Ezio MATHIOU perde la qualifica di agente di pubblica sicurezza in quanto non svolge più la funzione di agente di polizia municipale del comune di POLLEIN.

Il decreto 4 maggio 1983, n. 488, è revocato.

Aosta, 1° febbraio 2000.

Il Presidente
VIÉRIN

Decreto 1° febbraio 2000, n. 49.

Perdita della qualifica di agente di pubblica sicurezza della Sig.ra Sylvie Daniela PERRET, agente di polizia municipale di SAINT-VINCENT.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Omissis

decreta

La Sig.ra Sylvie Daniela PERRET perde la qualifica di agente di pubblica sicurezza in quanto non svolge più la funzione di agente di polizia municipale del comune di SAINT-VINCENT.

Il decreto 14 ottobre 1991, n. 1290, è revocato.

Aosta, 1° febbraio 2000.

Il Presidente
VIÉRIN

Atto di delega 26 gennaio 2000, prot. n. 243/5/SGT.

Delega al Sig. Luigi BIANCHETTI della sottoscrizione dei contratti per la fornitura di beni e servizi e per opere pubbliche, nonché delle convenzioni di interesse dell'Amministrazione regionale.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Visto l'articolo 34 dello Statuto Speciale per la Valle d'Aosta, approvato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4;

Visto l'articolo 70 delle vigenti norme sull'ordinamento dei servizi regionali approvate con Legge regionale 28 luglio 1956, n. 3 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visti gli articoli 5 e 13 della Legge regionale 23 ottobre 1995, n. 45, recante la riforma dell'organizzazione dell'Amministrazione regionale della Valle d'Aosta e revisione della disciplina del personale;

Visto l'articolo 39, comma 5, della Legge regionale 20 giugno 1996, n. 12 in materia di lavori pubblici;

Richiamate le deliberazioni della Giunta regionale n. 2552 in data 23 luglio 1998 concernente la revisione della struttura organizzativa dei servizi della Giunta regionale e la configurazione delle strutture di primo, secondo e terzo livello, e n. 5061 in data 30.12.1999 relativa all'aggiornamento, alla data del 01.01.2000, della struttura medesima;

Richiamato l'atto di delega ai dirigenti regionali della sottoscrizione dei contratti per la fornitura di beni e servizi e per opere pubbliche, nonché delle convenzioni, di interesse dell'Amministrazione regionale in data 3 agosto 1998 (prot. n. 2613/5/SGT);

Richiamata la deliberazione della Giunta regionale n. 123 in data 24.01.2000 recante «Conferimento a tempo determinato al dipendente Luigi BIANCHETTI dell'incarico di Capo Servizio del servizio infrastrutture – terzo livello dirigenziale e attribuzione del relativo trattamento economico. Impegno di spesa.»;

Ritenuto di estendere la suddetta delega al dirigente incaricato con il soprarichiamato atto n. 123 del 24.01.2000,

delega

il sig. Luigi BIANCHETTI, dirigente di terzo livello, incaricato con la deliberazione della Giunta regionale n. 123 del 24.01.2000, per le materie di propria competenza, alla sottoscrizione di contratti per la fornitura di beni e servizi e per opere pubbliche, nonché delle convenzioni di interesse dell'Amministrazione regionale, a decorrere dalla data di

Acte du 26 janvier 2000, réf. n° 243/5/SGT,

portant délégation à M. Luigi BIANCHETTI à l'effet de signer les contrats de fourniture de biens et services et de réalisation de travaux publics, ainsi que les conventions, dans lesquels l'Administration régionale est partie prenante.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Vu l'article 34 du Statut spécial de la Vallée d'Aoste, adopté par la loi constitutionnelle n° 4 du 26 février 1948 ;

Vu l'article 70 des dispositions en vigueur sur l'organisation des services régionaux, approuvées par la loi régionale n° 3 du 28 juillet 1956 modifiée et complétée ;

Vu les articles 5 et 13 de la loi régionale n° 45 du 23 octobre 1995 portant réforme de l'organisation de l'Administration régionale de la Vallée d'Aoste et révision de la réglementation du personnel ;

Vu le cinquième alinéa de l'article 39 de la loi régionale n° 12 du 20 juin 1996 en matière de travaux publics ;

Rappelant les délibérations du Gouvernement régional n° 2552 du 23 juillet 1998, concernant la réforme de l'organisation des services du Gouvernement régional et la configuration des structures des premier, deuxième et troisième niveaux, et n° 5061 du 30 décembre 1999 concernant la mise à jour au 1^{er} janvier 2000 de ladite organisation ;

Rappelant l'acte du 3 août 1998 (réf. n° 2613/5/SGT) portant délégation aux dirigeants régionaux à l'effet de signer des contrats et des conventions de fourniture de biens et services et de réalisation d'ouvrages publics, dans lesquels l'Administration régionale est partie prenante ;

Rappelant la délibération du Gouvernement régional n° 123 du 24 janvier 2000 portant attribution à M. Luigi BIANCHETTI des fonctions de chef du Service des infrastructures – troisième niveau de direction – et du traitement y afférente, ainsi qu'engagement de la dépense nécessaire ;

Considérant qu'il y a lieu de donner la délégation susmentionnée au dirigeant faisant l'objet de l'acte n° 123 du 24 janvier 2000,

délègue

M. Luigi BIANCHETTI – dirigeant du troisième niveau chargé, par la délibération du Gouvernement régional n° 123 du 24 janvier 2000, d'exercer les fonctions visées au préambule – à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les conventions et les contrats de fourniture de biens et services et de réalisation de travaux publics dans lesquels

pubblicazione del presente atto nel Bollettino Ufficiale della Regione.

Aosta, 26 gennaio 2000.

Il Presidente
VIÉRIN

Atto di delega 26 gennaio 2000, prot. n. 244/5/SGT.

Delega alla Sig.a Sandra BOVO della sottoscrizione dei contratti per la fornitura di beni e servizi e per opere pubbliche, nonché delle convenzioni di interesse dell'Amministrazione regionale.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Visto l'articolo 34 dello Statuto Speciale per la Valle d'Aosta, approvato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4;

Visto l'articolo 70 delle vigenti norme sull'ordinamento dei servizi regionali approvate con Legge regionale 28 luglio 1956, n. 3 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visti gli articoli 5 e 13 della Legge regionale 23 ottobre 1995, n. 45, recante la riforma dell'organizzazione dell'Amministrazione regionale della Valle d'Aosta e revisione della disciplina del personale;

Visto l'articolo 39, comma 5, della Legge regionale 20 giugno 1996, n. 12 in materia di lavori pubblici;

Richiamate le deliberazioni della Giunta regionale n. 2552 in data 23 luglio 1998 concernenti la revisione della struttura organizzativa dei servizi della Giunta regionale e la configurazione delle strutture di primo, secondo e terzo livello, e n. 5061 in data 30.12.1999 relativa all'aggiornamento, alla data del 01.01.2000, della struttura medesima;

Richiamato l'atto di delega ai dirigenti regionali della sottoscrizione dei contratti per la fornitura di beni e servizi e per opere pubbliche, nonché delle convenzioni, di interesse dell'Amministrazione regionale in data 3 agosto 1998 (prot. n. 2613/5/SGT);

Richiamata la deliberazione della Giunta regionale n. 126 in data 24.01.2000 recante «Revoca dell'incarico di Capo Servizio del servizio formazione e relazioni esterne conferito con deliberazione n. 171 del 25.01.1999, alla sig.a Sandra BOVO e conferimento alla stessa dell'incarico di Direttore della direzione promozione e sviluppo attività turistiche e sportive e attribuzione del relativo trattamento economico. Impegno di spesa.»;

Ritenuto di estendere la suddetta delega al dirigente incaricato con il soprarichiamato atto n. 126 del 24.01.2000,

l'Administration régionale est partie prenante, à compter de la date de publication du présent acte au Bulletin officiel de la Région.

Fait à Aoste, le 26 janvier 2000.

Le président,
Dino VIÉRIN

Acte du 26 janvier 2000, réf. n° 244/5/SGT,

portant délégation à Mme Sandra BOVO à l'effet de signer les contrats de fourniture de biens et services et de réalisation de travaux publics, ainsi que les conventions, dans lesquels l'Administration régionale est partie prenante.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Vu l'article 34 du Statut spécial de la Vallée d'Aoste, adopté par la loi constitutionnelle n° 4 du 26 février 1948 ;

Vu l'article 70 des dispositions en vigueur sur l'organisation des services régionaux, approuvées par la loi régionale n° 3 du 28 juillet 1956 modifiée et complétée ;

Vu les articles 5 et 13 de la loi régionale n° 45 du 23 octobre 1995 portant réforme de l'organisation de l'Administration régionale de la Vallée d'Aoste et révision de la réglementation du personnel ;

Vu le cinquième alinéa de l'article 39 de la loi régionale n° 12 du 20 juin 1996 en matière de travaux publics ;

Rappelant les délibérations du Gouvernement régional n° 2552 du 23 juillet 1998, concernant la réforme de l'organisation des services du Gouvernement régional et la configuration des structures des premier, deuxième et troisième niveaux, et n° 5061 du 30 décembre 1999 concernant la mise à jour au 1^{er} janvier 2000 de ladite organisation ;

Rappelant l'acte du 3 août 1998 (réf. n° 2613/5/SGT) portant délégation aux dirigeants régionaux à l'effet de signer des contrats et des conventions de fourniture de biens et services et de réalisation d'ouvrages publics, dans lesquels l'Administration régionale est partie prenante ;

Rappelant la délibération du Gouvernement régional n° 126 du 24 janvier 2000 portant révocation de l'attribution à Mme Sandra BOVO des fonctions de chef du Service de la formation et des relations extérieures, visée à la délibération du Gouvernement régional n° 171 du 25 janvier 1999 et attribution à celle-ci des fonctions de directrice de la promotion et de l'essor des activités touristiques et sportives et du traitement y afférent, ainsi qu'engagement de la dépense nécessaire ;

Considérant qu'il y a lieu de donner la délégation susmentionnée à la dirigeante faisant l'objet de l'acte n° 126 du 24 janvier 2000,

delega

la sig.a Sandra BOVO, dirigente di secondo livello, incaricata con la deliberazione della Giunta regionale n. 126 del 24.01.2000, per le materie di propria competenza, alla sottoscrizione di contratti per la fornitura di beni e servizi e per opere pubbliche, nonché delle convenzioni di interesse dell'Amministrazione regionale, a decorrere dalla data di pubblicazione del presente atto nel Bollettino Ufficiale della Regione.

Aosta, 26 gennaio 2000.

Il Presidente
VIÉRIN

Atto di delega 26 gennaio 2000, prot. n. 245/5/SGT.

Delega al Sig. Paolo FERRAZZIN della sottoscrizione dei contratti per la fornitura di beni e servizi e per opere pubbliche, nonché delle convenzioni di interesse dell'Amministrazione regionale.

IL PRESIDENTE
DELLA GIUNTA REGIONALE

Visto l'articolo 34 dello Statuto Speciale per la Valle d'Aosta, approvato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4;

Visto l'articolo 70 delle vigenti norme sull'ordinamento dei servizi regionali approvate con Legge regionale 28 luglio 1956, n. 3 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visti gli articoli 5 e 13 della Legge regionale 23 ottobre 1995, n. 45, recante la riforma dell'organizzazione dell'Amministrazione regionale della Valle d'Aosta e revisione della disciplina del personale;

Visto l'articolo 39, comma 5, della Legge regionale 20 giugno 1996, n. 12 in materia di lavori pubblici;

Richiamate le deliberazioni della Giunta regionale n. 2552 in data 23 luglio 1998 concernenti la revisione della struttura organizzativa dei servizi della Giunta regionale e la configurazione delle strutture di primo, secondo e terzo livello, e n. 5061 in data 30.12.1999 relativa all'aggiornamento, alla data del 01.01.2000, della struttura medesima;

Richiamato l'atto di delega ai dirigenti regionali della sottoscrizione dei contratti per la fornitura di beni e servizi e per opere pubbliche, nonché delle convenzioni, di interesse dell'Amministrazione regionale in data 3 agosto 1998 (prot. n. 2613/5/SGT);

Richiamata la deliberazione della Giunta regionale n. 49 in data 17.01.2000 recante «Revoca dell'incarico di Direttore della direzione promozione e sviluppo attività turistiche e sportive conferito con deliberazione n. 2646 del

délègue

Mme. Sandra BOVO – dirigeante du deuxième niveau chargée, par la délibération du Gouvernement régional n° 126 du 24 janvier 2000, d'exercer les fonctions visées au préambule – à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les conventions et les contrats de fourniture de biens et services et de réalisation de travaux publics dans lesquels l'Administration régionale est partie prenante, à compter de la date de publication du présent acte au Bulletin officiel de la Région.

Fait à Aoste, le 26 janvier 2000.

Le président,
Dino VIÉRIN

Acte du 26 janvier 2000, réf. n° 245/5/SGT,

portant délégation à M. Paolo FERRAZZIN à l'effet de signer les contrats de fourniture de biens et services et de réalisation de travaux publics, ainsi que les conventions, dans lesquels l'Administration régionale est partie prenante.

LE PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Vu l'article 34 du Statut spécial de la Vallée d'Aoste, adopté par la loi constitutionnelle n° 4 du 26 février 1948 ;

Vu l'article 70 des dispositions en vigueur sur l'organisation des services régionaux, approuvées par la loi régionale n° 3 du 28 juillet 1956 modifiée et complétée ;

Vu les articles 5 et 13 de la loi régionale n° 45 du 23 octobre 1995 portant réforme de l'organisation de l'Administration régionale de la Vallée d'Aoste et révision de la réglementation du personnel ;

Vu le cinquième alinéa de l'article 39 de la loi régionale n° 12 du 20 juin 1996 en matière de travaux publics ;

Rappelant les délibérations du Gouvernement régional n° 2552 du 23 juillet 1998, concernant la réforme de l'organisation des services du Gouvernement régional et la configuration des structures des premier, deuxième et troisième niveaux, et n° 5061 du 30 décembre 1999 concernant la mise à jour au 1^{er} janvier 2000 de ladite organisation ;

Rappelant l'acte du 3 août 1998 (réf. n° 2613/5/SGT) portant délégation aux dirigeants régionaux à l'effet de signer des contrats et des conventions de fourniture de biens et services et de réalisation d'ouvrages publics, dans lesquels l'Administration régionale est partie prenante ;

Rappelant la délibération du Gouvernement régional n° 49 du 17 janvier 2000 portant révocation de l'attribution à M. Paolo FERRAZZIN des fonctions de directeur de la promotion et de l'essor des activités touristiques et sportives,

31.07.1998, al sig. Paolo FERRAZZIN e conferimento allo stesso dell'incarico di Direttore della Direzione affari legislativi della Giunta e attribuzione del relativo trattamento economico»;

Ritenuto di estendere la suddetta delega al dirigente incaricato con il soprarichiamato atto n. 49 del 17.01.2000,

delega

il sig. Paolo FERRAZZIN, dirigente di secondo livello, incaricato con la deliberazione della Giunta regionale n. 49 del 17.01.2000, per le materie di propria competenza, alla sottoscrizione di contratti per la fornitura di beni e servizi e per opere pubbliche, nonché delle convenzioni di interesse dell'Amministrazione regionale, a decorrere dalla data di pubblicazione del presente atto nel Bollettino Ufficiale della Regione.

Aosta, 26 gennaio 2000.

Il Presidente
VIÉRIN

ATTI ASSESSORILI

ASSESSORATO INDUSTRIA, ARTIGIANATO ED ENERGIA

Decreto 26 gennaio 2000, n. 34.

Calendario delle manifestazioni fieristiche per l'anno 2000.

L'ASSESSORE REGIONALE
ALL'INDUSTRIA, ARTIGIANATO
ED ENERGIA

Omissis

decreta

di approvare l'allegato calendario annuale delle manifestazioni fieristiche per l'anno 2000.

Aosta, 26 gennaio 2000.

L'Assessore
FERRARIS

visée à la délibération du Gouvernement régional n° 2646 du 31 juillet 1998, et attribution à celui-ci des fonctions de directeur des affaires législatives du Gouvernement régional et du traitement y afférent ;

Considérant qu'il y a lieu de donner la délégation susmentionnée au dirigeant faisant l'objet de l'acte n° 49 du 17 janvier 2000,

délègue

M. Paolo FERRAZZIN – dirigeant du deuxième niveau chargé, par la délibération du Gouvernement régional n° 49 du 17 janvier 2000, d'exercer les fonctions visées au préambule – à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les conventions et les contrats de fourniture de biens et services et de réalisation de travaux publics dans lesquels l'Administration régionale est partie prenante, à compter de la date de publication du présent acte au Bulletin officiel de la Région.

Fait à Aoste, le 26 janvier 2000.

Le président,
Dino VIÉRIN

ACTES DES ASSESSEURS

ASSESSORAT DE L'INDUSTRIE, DE L'ARTISANAT ET DE L'ÉNERGIE

Arrêté n° 34 du 26 janvier 2000,

portant Calendrier des foires pour l'année 2000.

L'ASSESEUR RÉGIONAL
À L'INDUSTRIE, À L'ARTISANAT
ET À L'ÉNERGIE

Omissis

arrête

Le calendrier des foires au titre de 2000 est approuvé, tel qu'il figure en annexe.

Fait à Aoste, le 26 janvier 2000.

L'assesseur,
Piero FERRARIS

REGIONE AUTONOMA DELLA VALLE D'AOSTA

Assessorato dell'Industria, dell'Artigianato e dell'Energia

CALENDARIO DELLE MOSTRE E FIERE DELLA REGIONE VALLE D'AOSTA

(approvato con decreto dell'Assessore all'Industria, Artigianato ed Energia n. 34 in data 28 gennaio 2000)

A N N O 2 0 0 0

Per informazioni:
Regione Autonoma Valle d'Aosta - Assessorato Industria, Artigianato ed Energia - Servizio attività promozionali
Piazza della Repubblica n. 15 - 11100 AOSTA (AO) - Tel. 0165/274511-23 - Fax 0165/226519

Fiera del legno Sant'Ouro di Donnas	Comitato Incentivo Fiera di Sant'Ouro Via F. Carissimi, 31 - Donnas	Donnas	16 gennaio	artigianato tipico valdostano	regionale	Decreto n. 1 dal 12 gennaio 2000 prot. n. 1211/5 IAB
Azienda della medicina	Ragione Autonoma Valle d'Aosta	Aosta	28-31 gennaio	artigianato tipico valdostano	regionale	Decreto n. 19 dal 14 gennaio 2000 prot. n. 1533/5 IAB
1000a Fiera di Sant'Ouro	Ragione Autonoma Valle d'Aosta	Aosta	30-31 gennaio	artigianato tipico valdostano	regionale	Decreto n. 19 dal 14 gennaio 2000 prot. n. 1533/5 IAB
1000a Fiera di Sant'Ouro	Comune di Aosta	Aosta	30-31 gennaio	prod. Rensu Nazi - jennuza. prod. Emogade bestiere	regionale	Decreto n. 19 dal 14 gennaio 2000 prot. n. 1533/5 IAB
Fiera del bestiame	Comune di Verole Via Cavigli Libertà, 22 Tel. 0125/929514	Verole	6 marzo	bestiere	locale	Decreto n. 14 dal 14 gennaio 2000 prot. n. 1527/5 IAB
Esposizione f. più di Giugonah	Pro-Loco di Gressana	Gressana	2 e 3 aprile	prodotti tipici e artigianali	locale	Decreto n. 13 dal 14 gennaio 2000 prot. n. 1517/5 IAB
Fiera del bestiame	Comune di Brusson P.zza del Municipio, 1 tel. 0125/300132 - Fax 0125/303647	Brusson	6 aprile	bestiere	locale	Decreto n. 25 dal 21 gennaio 2000 prot. n. 2794/5 IAB
Fiera del bestiame	Comune di Châtillon Via Chamos Tel. 0166/560611	Châtillon	10 aprile	bestiere	locale	Decreto n. 12 dal 14 gennaio 2000 prot. n. 1516/5 IAB
Fiera del bestiame	Comune di Verole Via Cavigli Libertà, 22 Tel. 0125/929514	Verole	10 aprile	bestiere	locale	Decreto n. 14 dal 14 gennaio 2000 prot. n. 1527/5 IAB
Fiera de la Papaverette	Azienda della tradizione e del folklore Comité de Courmayeur	Courmayeur	24 aprile	artigianato tradizionale valdostano	locale	Decreto n. 3 dal 14 gennaio 2000 prot. n. 1507/5 IAB
Fiera del bestiame	Comune di Châtillon Via Chamos Tel. 0166/560611	Châtillon	8 maggio	bestiere	locale	Decreto n. 12 dal 14 gennaio 2000 prot. n. 1516/5 IAB

Fiera del bestiame	Comune di Pont-Saint-Martin Via E. Chavance, 122 Tel. 0124/0106555	Pont-Saint-Martin	19 maggio	bestiame	locale	Decreto n. 18 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15132/5 IAB
Fiera del bestiame	Comune di Ayns Prés. Antignard - St. Bernard Tel. 0124/906632-33-34 - Fax 0124/906798	Ayns	20 maggio	bestiame	locale	Decreto n. 9 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15132/5 IAB
Fiera del bestiame	Comune di Châtillon Via Chavance Tel. 0165/560611	Châtillon	22 maggio	bestiame	locale	Decreto n. 12 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15165 IAB
Fiera Valle d'Aosta	STUDIO PR. 75 S.r.l. Via Mancini, 3 - BIELLA Tel. 015/22446	Saint-Christophe Palazzo	dal 27 maggio al 4 giugno	pecore vive	regionale	Decreto n. 16 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15395 IAB
Fiera del bestiame	Comune di Verrès Via Caduti Libertà, 22 Tel. 0124/979914	Verrès	29 maggio	bestiame	locale	Decreto n. 14 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15275 IAB
Fiera del bestiame	Comune di Châtillon. Via Chavance Tel. 0165/560611	Châtillon	15 giugno	bestiame	locale	Decreto n. 12 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15165 IAB
La Feste Foché	Comune di La Thuile Tel. 0165/984108 Fax 0165/984941	La Thuile	18 giugno	prodotti tipici artigianato	locale	Decreto n. 11 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15159 IAB
"Marché del ginec"	Comune di Pont-Saint-Martin Via E. Chavance, 122 - Pont-Saint-Martin	Pont-Saint-Martin	9 luglio	prodotti auto- prodotti, artigianati tipici	locale	Decreto n. 18 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15325 IAB
Artigianato a Verrès	Pro-Loco Verrès	Verrès	16 luglio	artigianato	locale	Decreto n. 3 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15125 IAB
Rassembleo dei serbani de la Vallée	Pro-Loco Naves-Naves-Dance c/o Municipio - P. Rue, 19 Tel. 0165/976174 - Fax 0165/934162	Rhomas-Naves-Dance	20 luglio	artigianato valdostano	locale	Decreto n. 10 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15145 IAB
Fiera de Saint-Maurice	Pro-Loco Naves c/o Municipio - Rue Tel. 0165/257993	Sarraz	29 luglio	artigianato valdostano	locale	Decreto n. 4 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15085 IAB

3° mercato Mer-ou-lin	Pro-Loco di Saint-Marcel Fium. Pielaz	Saint-Marcel	5 agosto	artigianato tipico valdostano	locale	Decreto n. 2 del 14 gennaio 2000 prot. n. 1503/5 IAB
XXXVII edizione Fiera "Tirvèl di Veillard"	Pro-Loco Châtillon-Saint-Anselme	Châtillon-Saint-Anselme	6 agosto	artigianato valdostano	locale	Decreto n. 6 del 14 gennaio 2000 prot. n. 1510/5 IAB
Artisan des confitures	Regione Autonoma Valle d'Aosta	Aosta	dall'11 al 17 agosto	artigianato tipico valdostano	regionale	Decreto n. 23 del 21 gennaio 2000 prot. n. 2792/5 IAB
3da Fiera d'Ubi	Regione Autonoma Valle d'Aosta	Aosta	12 agosto	artigianato tipico valdostano	regionale	Decreto n. 22 del 21 gennaio 2000 prot. n. 2788/5 IAB
"Mercato del ghiaccio"	Comune di Prêt-Saint-Martin Via E. Chamonix, 122 - Prêt-Saint-Martin	Prêt-Saint-Martin	13 agosto	prodotti naturali, artigianali, tipici	locale	Decreto n. 18 del 14 gennaio 2000 prot. n. 1532/5 IAB
Mostra-mercato dell'artigianato tipico	Comune di Gignod	Gignod	13 agosto	artigianato tipico e artigianato	locale	Decreto n. 30 del 21 gennaio 2000 prot. n. 2795/5 IAB
VF Fiera dell'artigianato tipico valdostano riservata agli allievi delle scuole di scultura, intaglio, tornitura e vasserie	Comune di Arvey-Saint-André Loc. Chapelaino, 1 Tel. 0166/548219	Arvey-Saint-André	13 agosto	artigianato valdostano	regionale	Decreto n. 26 del 21 gennaio 2000 prot. n. 2795/5 IAB
4° Festival culinaire	Kabin Edizioni S.r.l. Rue de Baillego, 5 - Aosta tel.-fax 0165/64040	Aosta	dal 18 al 20 agosto	artigianato culinario	locale	Decreto n. 24 del 21 gennaio 2000 prot. n. 2795/5 IAB
Foire de la Vallée	Pro-Loco Morgex Piazza Principe Tommaso, 6 - Morgex Tel. 0165/909912	Morgex	20 agosto	artigianato valdostano	locale	Decreto n. 13 del 14 gennaio 2000 prot. n. 1529/5 IAB
Fiera dell'artigianato valdostano femminile	Pro-Loco Prêt-Saint-Martin Piazza Vittorio Emanuele II Tel. 0165/87817	Prêt-Saint-Martin	3 settembre	artigianato valdostano prev. femminile	locale	Decreto n. 17 del 14 gennaio 2000 prot. n. 1531/5 IAB

Vico Mombal Fratelli Anagnostich di Val d'Aosta	Comune di Courmayeur Via Monte Bianco 40 - Courmayeur tel. 0125/393171 - fax 0125/393132	Courmayeur	10 settembre	procedura tri- partitica (tribunali)	locale	Decreto n. 27 del 21 gennaio 2000 prot. n. 27945 IAB
Piazza del beato Pier. Avogadro - Str. Brousson	Comune di Ays Pier. Avogadro - Str. Brousson Tel. 0125/30632-33-34 - Fax 0125/30678	Ays	14 settembre	bonifera	locale	Decreto n. 9 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15135 IAB
Piazza del beato Pier. Avogadro - Str. Brousson	Comune di Brusson P.zza del Municipio, 1 tel. 0125/300132 - Fax 0125/300997	Brusson	23 settembre	bonifera	locale	Decreto n. 25 del 21 gennaio 2000 prot. n. 27945 IAB
Piazza del beato Pier. Avogadro - Str. Brousson	Comune di Gressoney-Salins-Jura Villa Margherita - Gressoney-Salins-Jura Tel. 0125/551922-358317 - fax 0125/355673	Gressoney-Salins-Jura	1 ottobre	bonifera	locale	Decreto n. 7 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15115 IAB
Piazza del beato Pier. Avogadro - Str. Brousson	Comune di Verdon Via Cattedrale, 22 Tel. 0125/229514	Verdon	2 ottobre	bonifera	locale	Decreto n. 14 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15275 IAB
Piazza del beato Pier. Avogadro - Str. Brousson	Comune di Challinon Via Chausson Tel. 0125/302011	Challinon	2 ottobre	bonifera	locale	Decreto n. 12 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15165 IAB
Via de pommis Piazza del beato Pier. Avogadro - Str. Brousson	Comune di Gressoney Pia-Leco di Gressoney Tel. 0125/302011	Gressoney	7 e 8 ottobre	procedura tri- partitica MIFA	locale	Decreto n. 11 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15175 IAB
Piazza del beato Pier. Avogadro - Str. Brousson	Comune di Ays Pier. Avogadro - Str. Brousson Tel. 0125/30632-33-34 - Fax 0125/30678	Ays	8 ottobre	bonifera	locale	Decreto n. 9 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15135 IAB
Piazza del beato Pier. Avogadro - Str. Brousson	Comune di Ternos Piazza del beato Pier. Avogadro - Str. Brousson Tel. 0125/300132 - Fax 0125/300647	Ternos	22 ottobre	bonifera	locale	Decreto n. 3 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15045 IAB
Piazza del beato Pier. Avogadro - Str. Brousson	Comune di Brusson P.zza del Municipio, 1 tel. 0125/300132 - Fax 0125/300647	Brusson	23 ottobre	bonifera	locale	Decreto n. 25 del 21 gennaio 2000 prot. n. 27945 IAB
Piazza del beato Pier. Avogadro - Str. Brousson	Comune di Challinon Via Chausson Tel. 0125/302011	Challinon	23 ottobre	bonifera	locale	Decreto n. 12 del 14 gennaio 2000 prot. n. 15165 IAB

Ufficio del barriero	Comune di Verrès Via Cardinal Libertà, 22 Tel. 0125/929314	Verrès	6 novembre	barriero	locale	Decreto n. 14 del 14 gennaio 2000 prot. n. 1527/5 IAB
Ufficio del barriero	Comune di Pont-Saint-Martin Via B. Chamonix, 122 Tel. 0125/906555	Pont-Saint-Martin	11 novembre	barriero	locale	Decreto n. 18 del 14 gennaio 2000 prot. n. 1527/5 IAB
Ufficio del barriero	Comune di Châtillon Via Chamonix Tel. 0166/960611	Châtillon	13 novembre	barriero	locale	Decreto n. 12 del 14 gennaio 2000 prot. n. 1518/5 IAB
Ufficio del barriero	Comune di Verrès Via Cardinal Libertà, 22 Tel. 0125/929314	Verrès	27 novembre	barriero	locale	Decreto n. 14 del 14 gennaio 2000 prot. n. 1527/5 IAB
Ufficio del barriero	Comune di Pont-Saint-Martin Via B. Chamonix, 122 Tel. 0125/906555	Pont-Saint-Martin	29 novembre	barriero	locale	Decreto n. 18 del 14 gennaio 2000 prot. n. 1522/5 IAB
Ufficio del barriero	Comune di Châtillon Via Chamonix Tel. 0166/960611	Châtillon	4 dicembre	barriero	locale	Decreto n. 11 del 14 gennaio 2000 prot. n. 1516/5 IAB
Ufficio del barriero	Pro-Loco Pré-Saint-Denis Place Victorio Emmanuel II Tel. 0165/97817	Pré-Saint-Denis	30 dicembre	artigianato valchisano	locale	Decreto n. 17 del 14 gennaio 2000 prot. n. 1531/5 IAB

Decreto 13 gennaio 2000, prot. n. 1337/5 IAE.

Albo Nazionale delle Imprese che effettuano la gestione dei rifiuti – Sezione regionale della Valle d'Aosta.

IL PRESIDENTE
DELLA SEZIONE REGIONALE
DELLA VALLE D'AOSTA
DELL'ALBO NAZIONALE DELLE IMPRESE
CHE EFFETTUANO LA GESTIONE DEI RIFIUTI

Omissis

decreta

1. di modificare l'articolo 1 del provvedimento di iscrizione n. AO05, in data 22.05.1996, relativo all'impresa «Cooperativa Sociale Les Relieurs a r.l.», con sede in AOSTA – Via Monte Pasubio n. 24, mediante la variazione di classe da E a D.

2. di modificare l'articolo 2 del provvedimento di iscrizione n. AO05, in data 22.05.1996, iscrivendo i seguenti mezzi alla categoria 1 classe D:

Tipo: Motocarro per trasporto cose
Fabbrica/tipo: Piaggio ATM 2T Ape TM P 703
Targa: AO 038870
Telaio: ATM 2T 42465

Tipo: Motocarro per trasporto cose
Fabbrica/tipo: Piaggio ATM 2T Ape TM P 703
Targa: AO 037584
Telaio: ATM 2T 31584

Tipo: Motocarro per trasporto cose
Fabbrica/tipo: Piaggio V E SPA ATD 1T Ape TM Diesel
Targa: AO 041934
Telaio: ATD 1T 504524

3. di trasmettere il presente provvedimento al Comitato Nazionale ed all'impresa sopramenzionata.

avverte

che il presente provvedimento è emanato esclusivamente ai fini e per gli effetti del decreto legislativo 5 febbraio 1997, n. 22, e successive modificazioni ed integrazioni, fermo restando l'obbligo dell'osservanza da parte dell'impresa di tutte le prescrizioni derivanti dalle norme e dalle disposizioni applicabili al caso che si intendono qui espressamente richiamate e singolarmente condizionanti la validità e l'efficacia dell'iscrizione, con particolare riguardo a quelle in materia di igiene, di tutela dell'ambiente e relative alla disciplina dell'autotrasporto.

Aosta, 13 gennaio 2000.

Il Presidente
FERRARIS

Arrêté n° 1337/5 IAE du 13 janvier 2000.

Registre national des entreprises d'évacuation des ordures – Section régionale de la Vallée d'Aoste.

LE PRÉSIDENT
DE LA SECTION RÉGIONALE
DE LA VALLÉE D'AOSTE
DU REGISTRE NATIONAL DES ENTREPRISES
D'ÉVACUATION DES ORDURES

Omissis

arrête

1. L'article 1^{er} de l'acte d'immatriculation n° AO05 du 22 mai 1996, relatif à l'entreprise «Cooperativa Sociale Les Relieurs a r.l.», dont le siège est à AOSTE – 24, rue du Mont-Pasubio, est modifié par le changement de la classe qui passe de E à D.

2. L'article 2 de l'acte d'immatriculation n° AO05 du 22 mai 1996 est modifié par l'insertion des véhicules indiqués ci-dessous dans la catégorie 1, classe D :

Tipo: Motocarro per trasporto cose
Fabbrica/tipo: Piaggio V E SRL ATM 2T Ape TM P 703
Targa: AO 039865
Telaio: ATM 2T 48542

Tipo: Motocarro per trasporto cose
Fabbrica/tipo: Piaggio V E SPA ATM 2T Ape TM P 703
Targa: AO 042084
Telaio: ATM 2T 533639

Tipo: Motocarro per trasporto cose
Fabbrica/tipo: Piaggio V E SRL ATM 2T Ape TM P 703
Targa: AO 039688
Telaio: ATM 2T 527729

3. Le présent acte est transmis au Comité national et à l'entreprise susmentionnée ;

donne avis

du fait que le présent acte est pris uniquement aux fins visées au décret législatif n° 22 du 5 février 1997 modifié et complété, sans préjudice de l'obligation, pour l'entreprise concernée, de respecter toutes les dispositions en la matière, considérées, en l'occurrence, comme explicitement rappelées et susceptibles de conditionner la validité et l'effectivité de l'immatriculation au registre en cause, et notamment les dispositions en matière d'hygiène, de sauvegarde de l'environnement et de transports par route.

Fait à Aoste, le 13 janvier 2000.

Le président,
Piero FERRARIS

**ASSESSORATO
TURISMO, SPORT, COMMERCIO
E TRASPORTI**

Decreto 24 gennaio 2000, n. 12.

Iscrizioni nel Registro Esercenti il Commercio.

L'ASSESSORE REGIONALE
AL TURISMO, SPORT, COMMERCIO
E TRASPORTI

Omissis

dispone

l'iscrizione nel Registro esercenti il commercio, tenuto presso l'Assessorato Turismo, Sport, Commercio e Trasporti della Regione Autonoma Valle d'Aosta, dei sottoelencati soggetti:

1) DANIELI Paolo

Manda all'ufficio per la tenuta del Registro esercenti il commercio di notificare ai soggetti sopraindicati l'avvenuta iscrizione, relativamente alle attività richieste dal medesimo, nonché di provvedere alla pubblicazione del presente atto sul Bollettino Ufficiale della Regione Autonoma Valle d'Aosta.

Aosta, 24 gennaio 2000.

L'Assessore
LAVOYER

Decreto 24 gennaio 2000, n. 13.

Classificazione di azienda alberghiera per il quadriennio 2000/2004.

L'ASSESSORE REGIONALE
AL TURISMO, SPORT, COMMERCIO
E TRASPORTI

Omissis

decreta

l'azienda alberghiera denominata «Lyskamm» di VAL-TOURNENCHE è classificata albergo a tre stelle.

L'ufficio regionale del turismo è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Aosta, 24 gennaio 2000.

L'Assessore
LAVOYER

**ASSESSORAT
DU TOURISME, DES SPORTS, DU COMMERC
ET DES TRANSPORTS**

Arrêté n° 12 du 24 janvier 2000,

portant immatriculation au registre du commerce.

L'ASSESEUR RÉGIONAL
AU TOURISME, AUX SPORTS, AU COMMERC
ET AUX TRANSPORTS

Omissis

arrête

Le sujet indiqué ci-après est immatriculé au registre du commerce, institué à l'Assessorat du tourisme, des sports, du commerce et des transports de la Région autonome Vallée d'Aoste :

1) DANIELI Paolo

Le bureau responsable de la tenue du registre du commerce est chargé de notifier au sujet concerné ladite immatriculation, relative aux activités ayant fait l'objet de la demande, ainsi que de faire publier le présent arrêté au Bulletin officiel de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Fait à Aoste, le 24 janvier 2000.

L'assesseur,
Claudio LAVOYER

Arrêté n° 13 du 24 janvier 2000,

portant classement d'un établissement hôtelier pour la période 2000/2004.

L'ASSESEUR RÉGIONAL
AU TOURISME, AUX SPORTS, AU COMMERC
ET AUX TRANSPORTS

Omissis

arrête

L'établissement hôtelier dénommé «Lyskamm» de VAL-TOURNENCHE est classé hôtel 3 étoiles.

Le bureau régional du tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Aoste, le 24 janvier 2000.

L'assesseur,
Claudio LAVOYER

ATTI VARI

GIUNTA REGIONALE

Deliberazione 30 dicembre 1999, n. 5011.

Comune di SAINT-MARCEL. Approvazione di modifiche al regolamento edilizio comunale adottate con deliberazione consiliare n. 23 del 29 aprile 1999 e pervenute alla Regione per l'approvazione in data 12 luglio 1999.

Omissis

LA GIUNTA REGIONALE

Viste le modifiche al vigente regolamento edilizio comunale di SAINT-MARCEL adottate con deliberazione del Consiglio comunale n. 23 del 29 aprile 1999 e pervenute alla Regione per l'approvazione in data 12 luglio 1999;

Preso atto di quanto riferito dall'Assessore Franco VALLET;

Preso ancora atto delle osservazioni espresse dalla Direzione urbanistica con nota n. 19151/UR del 21 dicembre 1999 riportata nelle premesse;

Richiamata la legislazione in materia urbanistica, paesagistica ed ambientale ed in particolare:

- legge regionale 6 aprile 1998, n. 11 - Normativa urbanistica e di pianificazione territoriale della Valle d'Aosta;
- legge regionale 10 aprile 1998, n. 13 - Approvazione del piano territoriale paesistico della Valle d'Aosta PTP;

Ai sensi del comma 5 dell'art. 54, della legge regionale 6 aprile 1998, n. 11,

Richiamata la deliberazione della Giunta regionale n. 2 in data 11 gennaio 1999 concernente l'approvazione del bilancio di gestione per l'anno 1999 e per il triennio 1999/2001, con attribuzione alle strutture dirigenziali di quote di bilancio e degli obiettivi gestionali correlati e di disposizioni applicative, nonché la circolare n. 4 in data 29.01.1999;

Richiamati altresì i decreti legislativi 22 aprile 1994, n. 320, e 16 febbraio 1998, n. 44;

Visto il parere favorevole rilasciato dal Direttore della Direzione urbanistica, ai sensi del combinato disposto dell'art. 13, comma 1, lettera e), e dell'art. 59, comma 2, della L.R. 23 ottobre 1995, n. 45, in ordine alla legittimità della presente deliberazione;

Preso atto delle proposte avanzate dall'Assessore al territorio, ambiente e opere pubbliche, Franco VALLET;

ACTES DIVERS

GOVERNEMENT RÉGIONAL

Délibération n° 5011 du 30 décembre 1999,

portant approbation des modifications du règlement de la construction de la commune de SAINT-MARCEL adoptées par la délibération du Conseil communal n° 23 du 29 avril 1999 et soumises à la Région le 12 juillet 1999.

Omissis

LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Rappelant les modifications du règlement de la construction de la commune de SAINT-MARCEL, adoptées par la délibération du Conseil communal n° 23 du 29 avril 1999 et soumises à la Région le 12 juillet 1999;

Rappelant le rapport de l'assesseur Franco VALLET;

Rappelant l'avis de la Direction de l'urbanisme visé à la lettre du 21 décembre 1999, réf. n° 19151/UR, mentionné au préambule;

Rappelant la législation en vigueur en matière d'urbanisme, de protection du paysage et de l'environnement, et notamment:

- la loi régionale n° 11 du 6 avril 1998 portant dispositions en matière d'urbanisme et de planification territoriale en Vallée d'Aoste;
- la loi régionale n° 13 du 10 avril 1998 portant approbation du plan territorial paysager de la Vallée d'Aoste - PTP;

Aux termes du 5° alinéa de l'art. 54 de la LR n° 11 du 6 avril 1998;

Rappelant la délibération du Gouvernement régional n° 2 du 11 janvier 1999 portant adoption du budget de gestion 1999 et du budget pluriannuel 1999/2001, attribution aux structures de direction des crédits et des objectifs de gestion y afférents et approbation de dispositions d'application, ainsi que la circulaire n° 4 du 29 janvier 1999;

Rappelant les décrets législatifs n° 320 du 22 avril 1994 et n° 44 du 16 février 1998;

Vu l'avis favorable exprimé par le directeur de l'urbanisme aux termes des dispositions combinées de l'art. 13, 1^{er} alinéa, lettre e), et de l'art. 59, 2^e alinéa, de la LR n° 45 du 23 octobre 1995, quant à la légalité de la présente délibération;

Ayant retenu les propositions de l'assesseur au territoire, à l'environnement et aux ouvrages publics, Franco VALLET;

Ad unanimità di voti favorevoli;

delibera

1) di approvare, ai sensi del comma 5 dell'art. 54 della L.R. 11/1998, le modifiche, agli articoli 2, 3 e 65, del vigente regolamento edilizio comunale adottate con deliberazione del Consiglio comunale n. 23 del 29 aprile 1999 e pervenute alla Regione per l'approvazione in data 12 luglio 1999 introducendo le seguenti modifiche d'ufficio:

• Art. 2 Formazione e composizione

al primo alinea del punto a) del 6° comma la parola: «Assessore» è sostituita con la parola: «Consigliere»

Il secondo alinea del punto a) del 6° comma è soppresso.

• Art. 3 Funzionamento

al secondo comma le parole: «Capo Tecnico dell'Ufficio Comunale» sono sostituite con le parole: «Capo ufficio dell'Ufficio Tecnico comunale».

• Art. 65 Caratteristiche dei locali

al primo alinea del punto C) le prime tre parole: «Nelle nuove costruzioni» sono sopprese.

2) di disporre la pubblicazione, per estratto, della presente deliberazione, nel Bollettino Ufficiale della Regione.

ORGANI SCOLASTICI

Consiglio scolastico.

Deliberazione 9 novembre 1999.

Omissis

ORDINE DEL GIORNO

1. Approvazione del verbale della seduta del 22 giugno 1999;
2. Comunicazione proroga durata Consiglio scolastico regionale e Consigli scolastici distrettuali sulla base del decreto legislativo n. 233 del 30 giugno 1999;
3. Presa d'atto della decadenza dei consiglieri:
 - ROSSET Maurilio (rappresentante del mondo del lavoro)
 - BERTOLO Liliana (rappresentante dei genitori delle scuole regionali e non regionali) per inattività, ai sensi dell'art. 38 del d. lgs. 297/94
 - SQUINOBAL Piera (rappresentante dei genitori delle scuole regionali e non regionali) per perdita dei requisiti di eleggibilità

À l'unanimité ;

délibère

1) Aux termes du 5° alinéa de l'art. 54 de la LR n° 11/1998, sont approuvées les modifications des articles 2, 3 et 65 du règlement de la construction en vigueur dans la commune de Saint-Marcel, adoptées par la délibération du Conseil communal n° 23 du 29 avril 1998 et soumises à la Région le 12 juillet 1999, avec les modifications suivantes :

2) La présente délibération est publiée par extrait au Bulletin officiel de la Région.

ORGANES SCOLAIRES

Conseil scolaire.

Délibération du 9 novembre 1999.

Omissis

ORDRE DU JOUR

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 22 juin 1999 ;
2. Communication au sujet de la prorogation du délai d'expiration du mandat du Conseil scolaire régional et des conseils scolaires de circonscription, au sens du décret législatif n° 233 du 30 juin 1999 ;
3. Démission d'office des conseillers indiqués ci-après :
 - ROSSET Maurilio, représentant du monde du travail,
 - BERTOLO Liliana, représentante des parents des élèves des écoles régionales et non régionales, pour cause d'inactivité, au sens de l'art. 38 du décret législatif n° 297/1994 ;
 - SQUINOBAL Piera, représentante des parents des élèves des écoles régionales et non régionales, qui n'est plus éligible ;

4. Presa d'atto delle dimissioni presentate dal consigliere DIÉMOZ Giorgio (rappresentante del personale docente delle scuole dipendenti dalla regione);
5. Informazioni sulla sessione riservata di esami, finalizzata al conseguimento dell'abilitazione o dell'idoneità all'insegnamento - avvio dei corsi;
6. Informazioni in materia di autonomia scolastica;
7. Formulazione delle proposte di applicazione degli artt. 39 e 40 alla scuola secondaria di secondo grado: scelte operative;
8. Approvazione dei programmi dei Distretti scolastici per l'anno 2000;
9. Presentazione relazione annuale sull'andamento generale dell'attività scolastica e dei servizi scolastici della provincia, ai sensi del comma 1 lettera L dell'art. 22 del d.lgs. 297/94.

Il Consiglio procede ai seguenti atti:

Omissis

Oggetto n. 2: Comunicazione proroga durata Consiglio scolastico regionale e Consigli scolastici distrettuali sulla base del decreto legislativo n. 233 del 30 giugno 1999.

Il Presidente, ai fini dell'illustrazione del secondo punto all'ordine del giorno, passa la parola alla Sovrintendente e precisa che si vogliono dare delle informazioni in merito alla prosecuzione dell'attività di questo organismo.

SOVRAINTENDENTE: informa che l'art. 8 del d.lgs. 30 giugno 1999, n. 233 «Riforma degli organi collegiali della scuola, a norma dell'articolo 21 della legge 15 marzo 1997, n. 59» recita

«1. Il Consiglio nazionale della pubblica istruzione, i consigli scolastici provinciali e i consigli scolastici distrettuali funzionanti alla data di entrata in vigore del presente decreto legislativo restano in carica fino all'insediamento degli organi collegiali di cui agli articoli da 1 a 5.

2. Con effetto dal 1° settembre 2001

3. Entro la data di cui al comma 2 sono costituiti i nuovi organi collegiali locali e regionali e il consiglio superiore della pubblica istruzione

IMPERIAL: evidenzia che nel d.lgs. 233/99 vengono citati il Consiglio scolastico regionale e quello provinciale, con composizione e funzioni diverse.

SOVRAINTENDENTE: ricorda che la l.r. 55/77 attribuisce al Consiglio scolastico regionale le funzioni che, sul territorio nazionale, vengono esercitate dai Consigli scolastici provinciali. Precisa che la composizione del Consiglio scolastico regionale della Valle d'Aosta corrisponde a quella dei Consigli scolastici provinciali presenti sul territorio nazionale.

4. Démission du conseiller Giorgio DIÉMOZ, représentant des enseignants des écoles de la Région ;
5. Renseignements sur la session réservée des examens pour l'obtention de l'habilitation ou de l'aptitude à l'enseignement : début des cours ;
6. Renseignements sur l'autonomie scolaire ;
7. Propositions en matière d'application des art. 39 et 40 à l'école secondaire du deuxième degré : choix opérationnels ;
8. Approbation des programmes des circonscriptions scolaires au titre de l'an 2000 ;
9. Rapport annuel sur le fonctionnement de l'activité scolaire et des services scolaires de la Vallée d'Aoste, au sens de la lettre L du premier alinéa de l'art. 22 du décret législatif n° 297/1994.

Le Conseil procède aux actes suivants :

Omissis

Objet n° 2 : Communication au sujet de la prorogation du délai d'expiration du mandat du Conseil scolaire régional et des conseils scolaires de circonscription, au sens du décret législatif n° 233 du 30 juin 1999.

Après avoir annoncé que des renseignements vont être fournis au sujet de la continuation de l'activité du Conseil, le président donne la parole à la surintendante, qui explique le deuxième point à l'ordre du jour.

SURINTENDANTE : Elle donne lecture de l'art. 8 du décret législatif n° 233 du 30 juin 1999 (Riforma degli organi collegiali della scuola, a norma dell'articolo 21 della legge 15 marzo 1997, n. 59), à savoir :

IMPÉRIAL attire l'attention sur le fait que le décret législatif n° 233/1999 mentionne aussi bien le Conseil scolaire régional que le conseil provincial et que leurs composition et fonctions diffèrent.

SURINTENDANTE: Elle rappelle que la LR n° 55/1977 attribue au Conseil scolaire régional les fonctions qui, ailleurs, sont exercées par les conseils scolaires provinciaux. Elle précise que la composition du Conseil scolaire régional de la Vallée d'Aoste correspond à celle desdits conseils provinciaux.

Oggetto n. 3: Presa d'atto della decadenza dei consiglieri:

- ROSSET Maurilio (rappresentante del mondo del lavoro)
- BERTOLO Liliana (rappresentante dei genitori delle scuole regionali e non regionali)

per inattività, ai sensi dell'art. 38 del d. lgs. 297/94

- SQUINOBAL Piera (rappresentante dei genitori delle scuole regionali e non regionali)

per perdita dei requisiti di eleggibilità.

Omissis

IL CONSIGLIO

Preso atto di quanto riferito dal presidente;

Visto l'art. 30 del regolamento approvato nella seduta del 22 maggio 1978 e successive modificazione;

Ai sensi dell'art. 38 del d.lgs. 297/94;

All'unanimità dei consiglieri presenti (ventidue)

prende atto

Della decadenza per inattività dei Consiglieri ROSSET Maurilio e BERTOLO Liliana e della decadenza, per perdita dei requisiti di eleggibilità, del Consigliere SQUINOBAL Piera.

Oggetto n. 4: Presa d'atto delle dimissioni presentate dal consigliere DIÉMOZ Giorgio (rappresentante del personale docente delle scuole dipendenti dalla regione).

Omissis

IL CONSIGLIO

Preso atto di quanto riferito dal presidente;

Visto l'art. 31 del regolamento approvato nella seduta del 22 maggio 1978 e successive modificazione;

All'unanimità dei consiglieri presenti (ventidue)

prende atto

Della decadenza del DIÉMOZ Giorgio, dimissionario.

Oggetto n. 5: Informazioni sulla sessione riservata di esami, finalizzata al conseguimento dell'abilitazione o dell'idoneità all'insegnamento - avvio dei corsi.

Objet n° 3: Démission d'office des conseillers indiqués ci-après :

- ROSSET Maurilio, représentant du monde du travail,
- BERTOLO Liliana, représentante des parents des élèves des écoles régionales et non régionales,

pour cause d'inactivité, au sens de l'art. 38 du décret législatif n° 297/1994 ;

- SQUINOBAL Piera, représentante des parents des élèves des écoles régionales et non régionales,

qui n'est plus éligible.

Omissis

LE CONSEIL

Sur le rapport du président ;

Vu l'art. 30 du règlement approuvé le 22 mai 1978 et modifié par la suite ;

Au sens de l'art. 38 du décret législatif n° 297/1994 ;

À l'unanimité des présents (vingt-deux),

prend acte

de la démission d'office des conseillers Maurilio ROSSET et Liliana BERTOLO, pour cause d'inactivité, et de la conseillère Piera SQUINOBAL, qui n'est plus éligible.

Objet n° 4: Démission du conseiller Giorgio DIÉMOZ, représentant des enseignants des écoles de la Région.

Omissis

LE CONSEIL

Sur le rapport du président ;

Vu l'art. 31 du règlement approuvé le 22 mai 1978 et modifié par la suite ;

À l'unanimité des présents (vingt-deux),

prend acte

de la démission du conseiller Giorgio DIÉMOZ.

Objet n° 5: Renseignements sur la session réservée des examens pour l'obtention de l'habilitation ou de l'aptitude à l'enseignement : début des cours.

Il Presidente, ai fini dell'illustrazione del quinto punto all'ordine del giorno, passa la parola alla Sovrintendente.

SOVRINTENDENTE: informa che in applicazione dell'O.M. 153/99 sono stati avviati i corsi per la sessione riservata per tutti gli ordini e i gradi di scuola. Precisa che i corsi attivati sono 22, precisamente 6 per la scuola materna, 6 per la scuola elementare e 10 corsi per la scuola secondaria. Sottolinea che, attraverso una circolare sovrintendentizia, era stata chiesta la disponibilità agli insegnanti di ruolo di partecipare ai corsi in qualità di docenti ma che, le segnalazioni, non avrebbero consentito di poter attivare tutti i corsi e, quindi, per numerosi insegnanti si è provveduto con una nomina d'ufficio. Informa che la Sovrintendenza si è avvalsa della collaborazione dell'I.R.R.S.A.E., che ha predisposto una progettazione di riferimento relativa ai contenuti e alle metodologie. Sottolinea che il personale insegnante e i capi di istituto, coinvolti nei corsi, sono stati esonerati dal servizio, per due giornate, per favorire omogeneità di impostazione ai corsi. Informa che i corsi si concluderanno entro la settimana precedente il Natale, salvo alcune code relative a: determinate classi di concorso, per cui non c'è alcun docente di ruolo nel territorio della regione (si stanno cercando soluzioni con il Provveditorato di TORINO), per gli insegnanti delle elementari, che hanno chiesto di poter conseguire l'abilitazione per l'insegnamento della lingua inglese e un corso aggiuntivo di francese, sulla base di un accordo sindacale.

Evidenzia che nonostante il disagio del personale insegnante impegnato nei corsi in qualità di docenti nell'insegnare a propri colleghi, è da apprezzare l'impegno e il carico di lavoro da loro assicurato. Informa che, a livello nazionale, in data 2 novembre u.s., c'è stato un incontro tra OO.SS. e Amministrazione per riaprire i termini per la presentazione delle domande, per consentire delle iscrizioni per nuove abilitazioni, e precisa che l'O.M. 153/99 è tuttora vigente. Questa nuova possibilità, verrà data in un secondo tempo, con una nuova ordinanza ministeriale che si pensa possa essere emanata entro 2 mesi.

ASIATICI: chiede come ci si comporterà nei confronti di quei candidati che verranno riammessi.

SOVRINTENDENTE: precisa che l'orientamento del Ministero è quello di fare un nuovo corso. Evidenzia che questa nuova ordinanza non intralcerà i corsi, che oltretutto sono stati avviati solo in Valle d'Aosta.

ASIATICI: evidenzia che è necessario avere chiarezza in merito al personale di ruolo e chiede se è vero che i corsi dovrebbero essere differenziati per il personale di ruolo e quello precario.

SOVRINTENDENTE: precisa che le notizie in merito alla nuova ordinanza sono solo degli orientamenti e che non sono chiari nemmeno i tempi.

Le président donne la parole à la surintendante, qui explique le cinquième point à l'ordre du jour.

SURINTENDANTE: Elle annonce que les cours pour la session réservée au titre des écoles de tout ordre et degré ont démarré, en application de l'OM n° 153/1999. Ils sont au nombre de 22, à savoir 6 pour l'école maternelle, 6 pour l'école élémentaire et 10 pour l'école secondaire. Elle signale également que, par le biais d'une circulaire, elle avait demandé aux enseignants titulaires de remplir les fonctions de professeurs, mais qu'elle avait dû en nommer d'office une grande partie, étant donné que le nombre réduit d'enseignants disponibles n'aurait pas permis de mettre en route tous les cours. Elle explique ensuite qu'il a été fait appel à la collaboration de l'IRRSAE pour l'établissement du projet de référence en matière de contenu et de méthodologie. Elle rappelle aussi que les enseignants et les chefs d'établissement concernés par les cours ont été dispensés de l'exercice de leurs fonctions pendant deux jours afin de faciliter une organisation homogène des cours. Elle fait en outre remarquer que la plupart des cours se termineront au plus tard la semaine qui précède la Noël, alors que d'autres continueront, aux termes d'un accord passé à cet effet avec les syndicats: les cours afférents aux matières pour lesquelles il n'existe en Vallée d'Aoste aucun enseignant titulaire (des solutions seront peut-être trouvées en collaboration avec le Provveditorato de TURIN), le cours destiné aux enseignants de l'école élémentaire ayant demandé à obtenir l'habilitation à l'enseignement de l'anglais et le cours supplémentaire de français.

Elle souligne par ailleurs que les enseignants appelés à exercer les fonctions de professeurs dans le cadre desdits cours, bien qu'embarassés du fait d'enseigner à leurs propres collègues, ont accompli un travail énorme et remarquable. Elle communique enfin qu'une rencontre a eu lieu à Rome le 2 novembre 1999 entre les organisations syndicales et le ministère compétent, visant à la réouverture des délais de présentation des demandes et à permettre aux intéressés de s'inscrire pour de nouvelles habilitations. Elle précise que les dispositions de l'OM n° 153/1999 restent en vigueur jusqu'à la promulgation, probablement dans deux mois, d'une nouvelle ordonnance ministérielle relative aux dernières décisions susmentionnées.

ASIATICI demande ce qu'il faudra faire avec les candidats qui seront admis à ce moment-là.

SURINTENDANTE: Elle explique que le Ministère a l'intention d'organiser un cours supplémentaire et que la nouvelle ordonnance ne créera aucun problème au niveau des autres cours, qui, par ailleurs, n'ont été mis en route qu'en Vallée d'Aoste, pour le moment.

ASIATICI considère qu'il est nécessaire d'avoir les idées claires au sujet des enseignants titulaires et demande s'il est vrai que les cours destinés à ces derniers et les cours organisés à l'intention des enseignants précaires doivent être différents.

SURINTENDANTE: Elle précise que des rumeurs au sujet de la nouvelle ordonnance il ne ressort que des lignes générales et que les délais ne sont pas précis.

CILEA: precisa che, quindi, il personale di ruolo che sta frequentando i corsi per conseguire una nuova abilitazione può continuare a frequentarli.

SOVRAINTENDENTE: concorda con la precisazione del Consigliere CILEA.

Oggetto n. 6: Informazioni in materia di autonomia scolastica.

L'Assessore informa che la legge sull'autonomia non subirà rinvii e verrà predisposta per entrare in vigore, nei tempi dovuti, cioè per l'inizio dell'anno scolastico 2000/2001. Precisa che l'Amministrazione ha intenzione di arrivare con la legge in tempo utile, quindi, entro i primi mesi dell'anno 2000. Precisa che, in Valle d'Aosta, si sta sperimentando sull'autonomia e, a questo proposito, con delibera di Giunta regionale n. 211 in data 1° febbraio u.s., è stato istituito il Nucleo regionale di supporto tecnico-amministrativo delle sperimentazioni dell'autonomia delle istituzioni scolastiche, così composto:

- Dott. FLORIS Piero - Ispettore tecnico della scuola elementare - Coordinatore;
- Prof.ssa JACQUIN Vilma - Preside dell'Istituto Magistrale di VERRÈS;
- Prof.ssa SQUARZINO Maddalena - Docente presso l'Istituto Tecnico Commerciale di AOSTA;
- Prof.ssa GUISCHRDZ Giuliana - Docente presso l'Istituto Magistrale di AOSTA;
- Ins. BLANC PEROTTO Luciana - Docente comandato presso l'I.R.R.S.A.E. per la Valle d'Aosta;
- Prof. COLANGELO Lauro - Docente comandato presso l'I.R.R.S.A.E. per la Valle d'Aosta;
- Ins. DEMATTEIS Fulvia - Docente comandato presso l'I.R.R.S.A.E. per la Valle d'Aosta;
- Prof.ssa TADIELLO Rosi - Docente comandato presso l'I.R.R.S.A.E. per la Valle d'Aosta;
- Sig.ra MORETTO Doranna - Funzionario dell'Amministrazione regionale.

Informa che, successivamente, con circolare assessorile, è stata data comunicazione che, da giugno, è stata istituita un'area di intervento di supporto all'autonomia, all'interno del Servizio Ispettivo Tecnico, con la previsione di utilizzare a tempo pieno una unità di personale. Informa che è stata distaccata, dall'Istituto Tecnico Commerciale «I. Manzetti», la prof.ssa DEL RE Adriana che, è stata nominata, con delibera della Giunta regionale n. 3248 in data 27 settembre u.s., componente il Nucleo regionale di supporto.

Informa che, ieri, la Giunta regionale ha assunto vari atti tra cui la delibera «Concessione dei contributi integrativi alle istituzioni scolastiche regionali per la realizzazione dei progetti di sperimentazione riguardanti l'autonomia scolastica

CILEA constate que les enseignants titulaires qui fréquentent les cours en vue d'obtenir une nouvelle habilitation peuvent continuer à le faire.

SURINTENDANTE : Elle confirme la validité de la constatation de la conseillère CILEA.

Objet n° 6 : Renseignements sur l'autonomie scolaire.

L'assesseur annonce que la loi sur l'autonomie ne fera l'objet d'aucun renvoi et entrera en vigueur dans les délais voulus, soit au plus tard au début de l'année scolaire 2000/2001. Il précise que l'Administration entend proposer ledit texte en temps utile, soit au cours des premiers mois de l'an 2000. Il fait également remarquer qu'une expérimentation de l'autonomie est en cours en Vallée d'Aoste et que la Cellule régionale d'aide technique et administrative des expérimentations de l'autonomie des établissements scolaires, créée par la délibération du Gouvernement régional n° 211 du 1^{er} février 1999, se compose comme suit :

- FLORIS Piero - inspecteur technique de l'école élémentaire, coordinateur ;
- JACQUIN Vilma - proviseur de l'École normale de VERRÈS ;
- SQUARZINO Maddalena - Enseignante de l'Institut technique commercial d'AOSTE ;
- GUICHARDZ Giuliana - enseignante de l'École normale d'AOSTE ;
- BLANC PEROTTO Luciana - enseignante mise à disposition à l'IRRSAE pour la Vallée d'AOSTE ;
- COLANGELO Lauro - enseignant mis à disposition à l'IRRSAE pour la Vallée d'Aoste ;
- DEMATTEIS Fulvia - enseignante mise à disposition à l'IRRSAE pour la Vallée d'Aoste ;
- TADIELLO Rosi - enseignante mise à disposition à l'IRRSAE pour la Vallée d'Aoste ;
- MORETTO Doranna - fonctionnaire de l'Administration régionale.

L'assesseur ajoute qu'il a informé les intéressés, par une circulaire, du fait qu'une aire d'intervention avait été créée au mois de juin au sein du Service technique d'inspection dans le but de fournir une aide à l'autonomie et qu'il est prévu d'y affecter une personne à plein temps. Mme Adriana DEL RE, enseignante de l'Institut technique commercial «I. Manzetti», est d'ailleurs en détachement et a été nommée, par la délibération du Gouvernement régional n° 3248 du 27 septembre 1999, au sein de la Cellule régionale susdite.

Il annonce que le Gouvernement régional a voté, hier, plusieurs actes dont la délibération portant octroi de subventions complémentaires aux établissements scolaires régionaux pour la réalisation de projets d'expérimentation en

relativi all'a.s. 1999/2000.» concernente le richieste che le istituzioni scolastiche hanno avanzato nell'ambito dell'attuazione sperimentale del Piano dell'Offerta Formativa. Informa che il finanziamento totale è stato di 181 milioni.

Precisa che è stata formata, con delibera della Giunta regionale n. 3249 del 27 settembre, la commissione di studio per la predisposizione di una bozza di disegno di legge regionale in materia di autonomia delle istituzioni scolastiche e sono stati nominati i seguenti componenti:

- LETTRY Vally – Sovrintendente agli studi;
- GERBAZ Claudio – Direttore del personale scolastico;
- MARCHETTI Luisa – Direttore delle politiche educative;
- CILEA Maria Gabriella – Preside dell'Istituto Tecnico per Geometri di AOSTA;
- TUTEL Anna – Direttrice del Circolo didattico di VERRÈS;
- GENTILE Fabrizio – Istruttore amministrativo presso Dipartimento Sovrintendenza Studi.

Precisa che la commissione dovrà ultimare i lavori entro il 30 novembre 1999 e che potrà, come precisato al punto 4., «di stabilire che la commissione possa promuovere consultazioni ed organizzare incontri ed audizioni con esperti del settore scolastico, docenti e con i membri del nucleo regionale di sostegno all'autonomia per gli approfondimenti che si renderanno necessario su tematiche afferenti particolari gradi o ordini di scuola o per la trattazione di problematiche specifiche».

Informa che, nella predisposizione del bilancio regionale, come primo sostegno finanziario e politico alla legge sull'autonomia scolastica, è stata richiesta e iscritta, nei fondi globali della regione, la somma di 500 milioni di lire.

Precisa che la legge sull'autonomia conterrà degli aspetti sostanziali, quali: il dimensionamento delle istituzioni scolastiche, il regolamento sull'autonomia e l'attribuzione della qualifica dirigenziale ai Capi di Istituto.

Sottolinea che, in merito all'attribuzione della qualifica dirigenziale ai Capi di Istituto, i corsi sono iniziati nel mese di maggio.

Precisa che, in merito ai contenuti concernenti il regolamento statale, questi devono essere ripresi e, auspica che la proposta sia di qualità e che segua la strada dell'innovazione e di una maggiore qualificazione delle singole scuole.

Sottolinea che il dimensionamento coinvolge i soggetti attivi della scuola, le collettività locali e gli enti locali. Informa che, dopo aver istituito con delibera della Giunta regionale 418/98 una commissione di studio che ha elaborato il documento avente per oggetto «Approvazione di linee di indirizzo in ordine all'autonomia scolastica ed alla riorganizzazione del sistema educativo della regione e costituzione di apposita

matière d'autonomie au titre de l'année scolaire 1999/2000 et ce, afin de répondre aux requêtes avancées par les écoles dans le cadre de l'application, à titre expérimental, du Plan de l'offre formative (POF). Les financements s'élèvent à 181 millions de lires au total.

Il signale qu'un groupe de travail chargé de l'élaboration d'une ébauche de projet de loi régionale en matière d'autonomie des établissements scolaires a été institué par la délibération du Gouvernement régional n° 3249 du 27 septembre et qu'il se compose comme suit :

- LETTRY Vally – surintendante des écoles ;
- GERBAZ Claudio – directeur du personnel scolaire ;
- MARCHETTI Luisa – directrice des politiques de l'éducation ;
- CILEA Maria Gabriella – proviseur de l'Institut technique pour géomètres d'AOSTE ;
- TUTEL Anna – directrice de la circonscription scolaire de VERRÈS ;
- GENTILE Fabrizio – instructeur administratif du Département de la Surintendance des écoles.

L'assesseur informe que ledit groupe doit terminer ses travaux au plus tard le 30 novembre 1999 et qu'il pourra, aux termes des dispositions du point 4 de la délibération susmentionnée, demander la collaboration de conseils et organiser des rencontres avec des spécialistes du secteur scolaire, avec des enseignants et avec les membres de la Cellule régionale d'aide à l'autonomie chaque fois qu'il sera nécessaire d'approfondir des thèmes afférents aux divers type d'école ou d'examiner des problèmes spécifiques.

Il attire l'attention sur le fait que la somme de 500 millions de lires a été inscrite aux fonds globaux du budget régional à titre d'aide, financière et politique, à la loi sur l'autonomie scolaire.

Il souligne que la loi sur l'autonomie fixera certains points substantiels, dont notamment les dimensions des établissements scolaires, le règlement sur l'autonomie et l'attribution de la qualité de dirigeants aux chefs d'établissement.

Pour ce qui est de ce dernier point, il rappelle que les cours y afférents ont démarré au mois de mai 1999.

Quant à la proposition de règlement, il affirme qu'elle doit tenir compte du règlement de l'État et il souhaite qu'elle sera aussi innovante que de bonne qualité et qu'elle servira à valoriser les différents établissements.

Quant aux dimensions, il estime qu'il s'agit d'une question qui concerne à la fois les sujets actifs de l'école et les collectivités locales. Il rappelle, à ce propos, que la commission d'études qui avait été constituée par la délibération du Gouvernement régional n° 418/1998 a élaboré un document ayant pour titre «Approbation des orientations en matière d'autonomie scolaire et de réorganisation du système éducatif de la

commissione di studio» e aver acquisiti il parere delle Sezioni orizzontali della scuola di base e della scuola secondaria superiore, nonché quello del Consiglio scolastico regionale, la Giunta regionale ha trasmesso al Consiglio permanente delle comunità locali una proposta di atto amministrativo, in modo formale, ai sensi della legge 54/98 in cui viene sancito che gli atti amministrativi, le leggi ed i regolamenti regionali devono essere trasmessi alle collettività locali per assumere il parere di competenza. Precisa che, questo procedimento, permetterà alla Giunta regionale di acquisire il parere formale del Consiglio permanente delle comunità locali, entro 30 giorni dalla trasmissione, per poi assumere, successivamente, una delibera definitiva che verrà inserita nella legge sull'autonomia.

Chiarisce i punti principali della proposta trasmessa alle collettività locali:

1. Definizione della misura media degli alunni (500 per il dimensionamento primario delle istituzioni tenendo conto dell'eventuale attivazione di un Centro Territoriale Permanente per l'educazione degli adulti);
2. Individuazione delle Comunità Montane come ambito territoriale di riferimento (per quanto concerne la Scuola Materna, Elementare e Media);
3. Verticalizzazione della Scuola Materna, Elementare e Media;
4. Individuazione dei due poli scolastici (Aosta e Alta Valle/ Media e Bassa Valle);
5. Individuazione delle aree:
 - Liceale (umanistica)
 - Tecnico-professionale ed artistica

SOVRINTENDENTE: precisa che l'autonomia scolastica permetterà di ampliare in modo costruttivo il servizio di valutazione del sistema scolastico, che è una risorsa preziosa sia per gli istituti che per l'organizzazione centrale della scuola. Evidenzia questo servizio potrà consentire, anche sulla base delle attività di autovalutazione svolte all'interno di ogni istituzione scolastica, di conoscere e affrontare meglio le problematiche che sorgeranno con l'attuazione dell'autonomia. Informa che, durante la seduta della Giunta esecutiva del 21 ottobre u.s., è stata messa in evidenza l'esperienza del Comitato tecnico-scientifico per la scuola media, istituito con l.r. 53/94 e avente finalità di valutazione e orientamento, che deve essere valorizzata, apportando correzioni dove necessario, per andare incontro alla scuola. Informa che, in merito alla valutazione degli istituti, l'esperienza trentina può essere presa in considerazione, benché a TRENTO sono 10 anni che si lavora in questo senso, cioè, utilizzando la valutazione degli istituti per il monitoraggio centralizzato. Informa che, tenuto conto dell'interesse dimostrato dal Consiglio scolastico regionale per le ricerche sulla scuola media svolte in anni precedenti, entro dicembre verrà consegnata ai Consiglieri una sintesi di questi lavori e il test Ragot per le terze medie.

Vallée d'Aoste et constitution d'une commission d'études ad hoc» et que le Gouvernement régional, après avoir acquis l'avis des sections horizontales de l'école de base et de l'école secondaire du deuxième degré, ainsi que celui du Conseil scolaire régional, a transmis formellement au Conseil permanent des collectivités locales une proposition d'acte administratif, au sens de la loi n° 54/1998 qui établit que les actes administratifs, les lois et les règlements régionaux doivent être transmis aux collectivités locales pour que ces dernières puissent exprimer leur avis. Il précise que cette procédure permet au Gouvernement régional d'obtenir l'avis formel du Conseil permanent des collectivités locales dans les 30 jours qui suivent la transmission dudit acte et de prendre ensuite une délibération définitive, qui sera insérée dans la loi sur l'autonomie.

Il explique les points principaux de la proposition envoyée aux collectivités locales :

1. Définition du nombre moyen d'élèves (500 au titre du dimensionnement initial des établissements, compte tenu de l'éventuelle ouverture d'un Centre territorial permanent pour l'éducation des adultes) ;
2. Définition du territoire des Communautés de montagne en tant que cadre territorial de référence (pour les écoles maternelle, élémentaire et secondaire du premier degré) ;
3. Verticalisation des écoles maternelle, élémentaire et secondaire du premier degré ;
4. Détermination des deux pôles scolaires (Aoste et Haute Vallée / Moyenne et Basse Vallée) ;
5. Définition des aires :
 - littéraire (lycée)
 - technico-professionnelle et artistique.

SURINTENDANTE : Elle pense que l'autonomie scolaire permettra d'élargir d'une manière constructive le service d'évaluation du système scolaire, qui est une ressource précieuse aussi bien pour les établissements scolaires que pour l'organisation centrale de l'école. Ledit service contribuera, avec les activités d'autoévaluation que chaque établissement mettra en œuvre, à mieux connaître et affronter les problèmes découlant de la concrétisation de l'autonomie. Elle informe les présents du fait que le Comité exécutif – qui s'est penché, lors de sa séance du 21 octobre 1999, sur l'expérience du Comité technique et scientifique pour les écoles secondaires du premier degré, institué au sens de la LR n° 53/1994 pour assurer l'évaluation et l'orientation – croit que le travail dudit comité doit être valorisé et que ses attributions peuvent éventuellement être modifiées pour mieux répondre aux besoins du monde de l'école. Au sujet de l'évaluation des établissements scolaires, il faudrait prendre en considération l'expérience de TRENTE où l'on travaille dans ce sens, c'est-à-dire en utilisant l'évaluation des établissements pour le suivi central, depuis 10 ans. Elle annonce ensuite que, compte tenu de l'intérêt que le Conseil scolaire régional a manifesté à l'égard des recherches sur l'école secondaire du premier degré effec-

Informa che, a livello nazionale, queste funzioni, come indicato nel regolamento sull'autonomia, verranno attribuite ad un unico organo specifico.

ASSESSORE: aggiunge, per completare il suo intervento, che al Consiglio permanente delle comunità locali è stato inviato il documento elaborato dalla commissione istituita con delibera della Giunta regionale 418/98, la delibera sopraccitata e le relative modifiche ed integrazioni e gli estratti di deliberazione della sezione orizzontale della scuola di base, di quella della scuola secondaria superiore e del Consiglio scolastico regionale.

BALLARINI: osserva che, dalla legge regionale sull'autonomia scolastica, non deve trasparire l'idea che il sistema scolastico della Valle d'Aosta si valuta solo nell'ambito regionale, perché questo determinerebbe un impoverimento della realtà locale; evidenzia che è necessario che le scuole valdostane aprano un confronto con tutte le scuole italiane, come sottolineato dal dott. BOLLETTA nell'ultima conferenza sull'autonomia. Ricorda che il dott. BOLLETTA ha rivolto l'invito alle scuole valdostane di entrare nell'archivio per avere più materiale da distribuire tra le scuole. Evidenzia che l'autonomia non è un processo concluso, tant'è che, a livello nazionale, dopo il Regolamento sull'autonomia scolastica è in fase di preparazione il Regolamento sull'autonomia finanziaria. Chiede se fosse possibile inserire una parte di questo regolamento finanziario nella legge regionale sull'autonomia. Ricorda che, negli ultimi anni, l'Amministrazione regionale ha già fatto dei passi avanti nell'ambito dell'autonomia finanziaria delle scuole, classificando la maggioranza delle spese come non vincolate; precisa che, nonostante tutto, l'Amministrazione continua a erogare finanziamenti mirati e, quindi, le scuole, aderendo a queste attività, si ritrovano il P.O.F. scritto, almeno in parte, dall'Amministrazione.

ASSESSORE: precisa che, i punti precedentemente elencati, che rientrano nella legge sull'autonomia, non sono gli unici, ma i principali. Sottolinea che, ovviamente, non è possibile avviare un progetto autonomo se non si è a conoscenza della disponibilità finanziaria. Auspica, che con l'autonomia, si avvii un miglioramento qualitativo delle scuole.

SOVRINTENDENTE: evidenzia che, l'obiettivo fondamentale dell'autonomia, è rappresentato dalla capacità di superare l'autoreferenzialità. Concorda pienamente con la precisazione del Consigliere BALLARINI in merito alla necessità delle scuole valdostane di aprire un confronto con tutte le scuole italiane. Sottolinea che sarebbe interessante poter trattare il regolamento contabile nella legge regionale sull'autonomia. Informa che, a livello nazionale, il Regolamento finanziario è fermo. Sottolinea che devono essere risolte importanti questioni perché, un istituto con personalità giuridica è in grado di poter utilizzare specifici istituti negoziali, come convenzioni, etc.. Evidenzia che è, quindi, necessario chiarire il rapporto tra il Capo d'Istituto, dirigente dell'istituzione con personalità giuridica, e gli organi colle-

tuées au cours des années précédentes, chaque conseiller recevra, au plus tard au mois de décembre, une synthèse desdits travaux et le test Ragot pour les classes de troisième. Elle précise enfin qu'à l'échelon national lesdites fonctions seront attribuées à un unique organe spécifique, ainsi qu'il est indiqué dans le règlement sur l'autonomie.

ASSESEUR : Il ajoute, pour compléter son intervention, que le dossier transmis au Conseil permanent des collectivités locales comprenait le document élaboré par la commission instituée par la délibération du Gouvernement régional n° 418/1998, la délibération susdite, modifiée et complétée, et les extraits des délibérations de la section horizontale de l'école de base, de l'école secondaire du deuxième degré et du Conseil scolaire régional.

BALLARINI estime que la loi régionale sur l'autonomie scolaire ne doit pas laisser croire que l'évaluation du système scolaire de la Vallée d'Aoste soit effectuée uniquement dans le cadre régional, car cela représenterait un appauvrissement de la réalité locale. Il est nécessaire, d'après lui, que les écoles valdôtaines établissent des contacts avec les écoles italiennes, ainsi qu'il l'a souligné M. BOLLETTA lors de la dernière conférence sur l'autonomie. Il rappelle que M. BOLLETTA a invité les écoles valdôtaines à s'inscrire au fichier afin d'enrichir le matériel à la disposition des écoles. Il met en évidence le fait que le processus d'autonomie n'est pas terminé ; en effet, après le règlement sur l'autonomie scolaire c'est le règlement sur l'autonomie financière qui est en préparation au niveau national. Il demande par ailleurs s'il ne serait pas possible d'insérer une partie de ce règlement financier dans la loi régionale sur l'autonomie. Au cours de ces dernières années, l'Administration régionale a déjà fait des pas en avant en matière d'autonomie financière des établissements scolaires, puisque la plupart des dépenses n'ont plus de destination obligatoire ; toutefois, elle continue à accorder des financements ciblés, ce qui fait que les écoles qui choisissent les activités financées, se retrouvent avec un POF écrit, du moins en partie, par l'Administration.

ASSESEUR : Il précise que les points qu'il a énumérés auparavant ne sont pas les seuls à entrer dans la loi sur l'autonomie mais qu'ils sont les plus importants. Il est évident qu'il est impossible de mettre en route un projet autonome sans connaître les ressources financières dont on dispose. Il souhaite que l'autonomie entraîne une amélioration de la qualité du travail effectué dans les établissements scolaires.

SURINTENDANTE : Elle attire l'attention sur le fait que l'objectif fondamental de l'autonomie est la capacité des établissements scolaires de ne plus être leur propre référence. Elle est totalement d'accord avec le conseiller BALLARINI au sujet de la nécessité, pour les écoles valdôtaines, d'établir des contacts avec les écoles italiennes. Quant au règlement comptable, elle estime qu'il serait intéressant de pouvoir l'examiner dans le cadre de la loi régionale sur l'autonomie. Au niveau national, le règlement financier n'avance pas. Des questions importantes doivent être éclaircies puisqu'une institution dotée de la personnalité juridique peut utiliser des actes tels que des conventions, etc. Il est donc nécessaire de préciser le rapport entre le chef d'établissement, qui dirige une institution dotée de la

giali considerando la loro nuova configurazione e le funzioni. Sottolinea che queste questioni devono essere risolte a monte, per non creare delle difficoltà di funzionamento a queste istituzioni con personalità giuridica. Precisa che questi nodi potranno essere risolti nel breve tempo come no. Ricorda che, se il regolamento contabile potrà essere inserito nella legge sull'autonomia, sarà un notevole risparmio di tempo tenendo conto che, l'iter per l'emanazione di un regolamento, è lo stesso che per l'emanazione di una legge.

MONZEGLIO: ricorda che, a livello di Consiglio scolastico regionale, è stato affrontato solo un nodo della legge sull'autonomia: il dimensionamento. Evidenzia che, in Valle d'Aosta, l'Amministrazione disciplinerà l'autonomia scolastica con un unico provvedimento, mentre a livello ministeriale, la materia è stata disciplinata con una decina di decreti. Sottolinea che la commissione di studio, costituita con delibera della Giunta regionale 3249/99, non è composta da docenti ma prevalentemente, da personale tecnico, che non è il più idoneo perché non coinvolto direttamente nel mondo della scuola. Osserva che il Comitato tecnico della Scuola Media è stato istituito con la legge regionale che ha riorganizzato il bilinguismo nella Scuola Media. Chiede se la legge sull'autonomia, assorbendo questa legge al suo interno, assorba tutto il discorso del bilinguismo o solo una parte. Chiede se sarà un organismo tecnico o un organo collegiale ad affrontare il discorso del rapporto autonomia/bilinguismo.

ASSESSORE: informa che il Consiglio scolastico regionale sarà investito della necessità di esprimere il parere sulla proposta di legge, nel momento in cui ci sarà una proposta. Ricorda che l'istituzione della commissione di studio, e la sua composizione, sono state una scelta operativa. Precisa che la necessità dell'Amministrazione era quella di creare un gruppo ristretto di persone che potessero operare con facilità. Evidenzia che il personale tecnico, che compone questa commissione, potrà aprire confronti con esperti del settore scolastico, come precedentemente illustrato.

SOVRINTENDENTE: sottolinea che, ad oggi, non è in grado di chiarire il rapporto tra legge sull'autonomia scolastica e Comitato tecnico, di cui alla l.r. 53/94. Sottolinea che in ogni caso l'esperienza del Comitato tecnico non dovrà essere accantonata ma dovrà essere sfruttata per impostare un servizio di valutazione che dovrà essere strumento per le scuole.

GILLO: sottolinea che la destinazione di numerevoli spese dal fondo vincolato a quello senza vincolo di destinazione non ha fornito quel salto di qualità che si auspica con l'autonomia. Ricorda che le scuole sono state invitate dall'Amministrazione a risparmiare sui fondi non vincolati per agevolare quelli destinati ai progetti. Osserva che dovranno essere abrogati gli articoli che prevedono delle forme di finanziamento incompatibili con l'autonomia. Evidenzia che i tempi per l'emanazione della legge sull'autonomia sono ristretti, perché si va incontro ad impegni tecnici, come la determina-

personalità giuridica, et les organes collégiaux, sur la base de leurs nouvelles formes et attributions. Il s'agit de questions qui doivent trouver une solution au préalable, pour que lesdites institutions dotées de la personnalité juridique ne rencontrent aucune difficulté dans leur fonctionnement. Impossible de savoir si les problèmes seront résolus à court terme ou pas. En tout cas, elle estime que si le règlement comptable pouvait être inséré dans la loi sur l'autonomie, beaucoup de temps serait économisé car la procédure à suivre pour l'adoption d'un règlement est la même que celle qui est nécessaire pour la promulgation d'une loi.

MONZEGLIO rappelle que le Conseil scolaire régional ne s'est penché que sur un des nœuds de la loi sur l'autonomie : le dimensionnement. Il fait remarquer qu'en Vallée d'Aoste, l'autonomie scolaire sera réglementée par un seul acte alors qu'au niveau ministériel, une dizaine de décrets ont été nécessaires. Il attire l'attention des présents sur le fait que le groupe de travail constitué par la délibération du Gouvernement régional n° 3249/1999 n'est pas composé d'enseignants mais pour la plupart de personnels techniques, qui ne sont pas les plus indiqués étant donné qu'ils ne sont pas directement concernés par les problèmes du monde de l'école. Il constate que le Comité technique pour les écoles secondaires du premier degré a été institué au sens de la loi régionale qui a réorganisé le bilinguisme dans le cadre desdites écoles. Il aimerait savoir si la loi sur l'autonomie, qui s'assimilera le contenu de cette loi, fera sienne toute la question du bilinguisme ou uniquement une partie. Il se renseigne également à propos du rapport autonomie/bilinguisme : sera-t-il examiné par un organisme technique ou par un organisme collégial ?

ASSESEUR : Il informe le Conseil scolaire régional du fait qu'il sera appelé à exprimer son avis sur le projet de loi, lorsqu'il y en aura un. Il signale que la constitution et la composition du groupe de travail susdit sont le fruit d'un choix opérationnel car il était impératif pour l'Administration de créer un groupe restreint pouvant agir avec facilité. D'autre part, le personnel technique qui fait partie dudit groupe peut demander la collaboration de spécialistes du secteur scolaire, ainsi qu'il a été précisé auparavant.

SURINTENDANTE : Elle ne sait pas expliquer ce qui relie la loi sur l'autonomie scolaire et le Comité technique constitué au sens de la LR n° 53/1994. En tout état de cause, l'expérience dudit Comité ne doit pas être négligée mais elle doit servir à organiser le service d'évaluation destiné à être utilisé par les établissements scolaires.

GILLO estime que le fait que la destination obligatoire de nombreuses dépenses ait été supprimée n'a pas entraîné cette amélioration de la qualité que l'on souhaite obtenir grâce à l'autonomie. Il rappelle que l'Administration a invité les écoles à économiser les fonds sans destination obligatoire et à se servir des ressources destinées à des projets définis. D'après lui, certains articles, qui prévoient des formes de financement incompatibles avec l'autonomie, devront être abrogés. Il signale par ailleurs que l'on dispose de peu de temps pour l'adoption de la loi sur l'autonomie car il faudra

zione degli organici. Chiede che venga illustrato un possibile scadenario della legge sull'autonomia.

ASSESSORE: precisa che, in merito ai finanziamenti, è necessario intervenire e razionalizzare, con l'aiuto delle scuole che devono individuare le priorità. Sottolinea che la prima scadenza per la legge sull'autonomia è il 30 novembre p.v., termine entro il quale la commissione di studio deve consegnare la bozza della legge; successivamente, si avvierà la contrattazione con le organizzazioni sindacali e si chiederanno i pareri al Consiglio scolastico regionale e alle commissioni consiliari competenti.

Oggetto n. 7: Formulazione delle proposte di applicazione degli artt. 39 e 40 alla scuola secondaria di secondo grado: scelte operative.

Omissis

IL CONSIGLIO

A maggioranza dei voti favorevoli

decide

Di rinviare, di circa sei mesi, il punto 7 all'ordine del giorno, «Formulazione delle proposte di applicazione degli artt. 39 e 40 alla scuola secondaria di secondo grado: scelte operative».

Oggetto n. 8: Approvazione dei programmi dei Distretti scolastici per l'anno 2000.

Omissis

IL CONSIGLIO

Visto l'art. 3, comma 2 lettera a) della l.r. 08.08.1977 n. 55;

All'unanimità dei consiglieri presenti (ventidue)

delibera

Di approvare il programma di attività per l'anno scolastico 2000 presentato dai Consigli scolastici distrettuali del distretto n. 1 e n. 2.

Omissis

Oggetto n. 9: Presentazione relazione annuale sull'andamento generale dell'attività scolastica e dei servizi scolastici della provincia, ai sensi del comma 1 lettera L dell'art. 22 del d. lgs. 297/94.

Il Presidente, ai fini dell'illustrazione dell'ottavo punto all'ordine del giorno, passa la parola alla Sovrintendente.

également remplir certaines obligations de caractère technique, telles que la définition des organigrammes. Il demande que l'on fournisse, à titre indicatif, un calendrier des délais afférents à la loi sur l'autonomie.

ASSESEUR : Il explique que, pour ce qui est des financements, il est indispensable d'intervenir et de les rationaliser, avec l'aide des établissements scolaires, auxquels il appartient de définir les priorités. Il souligne que la première échéance en matière de loi sur l'autonomie est fixée au 30 novembre 1999, date à laquelle le groupe de travail remettra l'ébauche de la loi; par la suite, des négociations seront engagées avec les organisations syndicales et les avis du Conseil scolaire régional et des commissions du Conseil compétentes en la matière seront demandés.

Objet n° 7 : Propositions en matière d'application des art. 39 et 40 à l'école secondaire du deuxième degré : choix opérationnels.

Omissis

LE CONSEIL

À la majorité,

décide

La discussion du septième point à l'ordre du jour («Propositions en matière d'application des art. 39 et 40 à l'école secondaire du deuxième degré : choix opérationnels») est renvoyée de six mois environ.

Objet n° 8 : Approbation des programmes des circonscriptions scolaires au titre de l'an 2000.

Omissis

LE CONSEIL

Vu la lettre a) du deuxième alinéa de l'art. 3 de la LR n° 55 du 8 août 1977 ;

À l'unanimité des présents (vingt-deux),

délibère

Le programme des activités présenté, au titre de l'année scolaire 2000, par les conseils scolaires de circonscription n° 1 et n° 2 est approuvé.

Omissis

Objet n° 9 : Rapport annuel sur le fonctionnement de l'activité scolaire et des services scolaires de la Vallée d'Aoste, au sens de la lettre L du premier alinéa de l'art. 22 du décret législatif n° 297/1994.

Le président donne la parole à la surintendante, qui explique le neuvième point à l'ordre du jour.

SOVRAINTENDENTE: informa che questa Relazione, inviata ai Consiglieri, è un riassunto delle Relazioni annuali dei Consigli di Circolo e di Istituto dell'anno scolastico 97/98. Ricorda che l'art. 22, lettera L comma 1, del d. lgs. 297/94 prevede che annualmente il Consiglio scolastico regionale formuli questa relazione. Sottolinea che queste relazioni, vissute come un adempimento burocratico dalle scuole e svolte senza alcuna indicazione che consenta successivamente un confronto, sono poche significative perché composte da svariati capitoli, di cui alcuni molto ampi, di difficile sintesi. Evidenzia che questa Relazione deve essere modificata, al fine di creare uno strumento di lavoro che possa favorire un confronto tra istituti e il monitoraggio a livello centrale, come avviene da molti anni in Trentino. Informa che, durante la seduta della Giunta esecutiva del 21 ottobre 1999, è parso opportuno presentare questa Relazione a semplice titolo informativo.

AVVISI E COMUNICATI

UNITÀ SANITARIA LOCALE

Avviso di sorteggio di componenti di Commissioni esaminatrici di concorsi pubblici, per titoli ed esami, per la copertura di posti di organico vacanti presso l'Unità Sanitaria Locale della Valle d'Aosta.

AVVISO

Si rende noto che il giorno 20 marzo 2000 all'ora sottoindicata, presso l'Unità Sanitaria Locale della Valle d'Aosta in Via G. Rey, n. 3 – Ufficio concorsi – 1° piano – AOSTA, verrà effettuato, ai sensi e con le modalità previste dall'articolo 6 del D.P.R. 10 dicembre 1997, n. 483, il sorteggio dei componenti della Commissione esaminatrice del concorso pubblico, per titoli ed esami, per la copertura del posto di organico vacante presso l'Unità Sanitaria Locale della Valle d'Aosta la cui composizione è prevista dal sopra richiamato D.P.R. 483/97 – art. 5:

h. 9,00 n. 1 posto di dirigente sanitario – medico appartenente all'area di chirurgia e delle specialità chirurgiche – disciplina di urologia.

Il Commissario
BOSSO

ATTI EMANATI DA ALTRE AMMINISTRAZIONI

Comune di AYAS. Deliberazione 28 gennaio 2000, n. 6.

Esame osservazioni ed approvazione definitiva non sostanziale al vigente P.R.G.C. (modificazione classificazione edificio).

SURINTENDANTE : Elle avertit les conseillers du fait que le rapport qu'ils ont reçu est le résumé des rapports annuels des conseils de circonscription et d'établissement au titre de l'année scolaire 1997/1998. Elle rappelle que la lettre L du premier alinéa de l'art. 22 du décret législatif n° 297/ 1994 prévoit que le Conseil scolaire régional élabore chaque année ledit résumé. Elle explique que les écoles considèrent ces rapports annuels comme une obligation de type bureaucratique et que, par conséquent, ces derniers – dont les nombreux et parfois très longs chapitres ne peuvent pas être facilement synthétisés – ne contiennent aucune indication utile aux fins d'une analyse comparative desdits établissements. Elle met en évidence le fait que le rapport dont il est question doit être modifié afin qu'il devienne un instrument de travail susceptible de favoriser les contacts entre écoles et le suivi au niveau central, ainsi qu'il est fait depuis des années au Trentin. Elle informe également les présents du fait que le Comité exécutif du 21 octobre 1999 a décidé qu'il était opportun de présenter ce rapport uniquement à titre d'information.

AVIS ET COMMUNIQUÉS

UNITÉ SANITAIRE LOCALE

Avis de tirage au sort des membres du jury de concours externes, sur titres et épreuves, pour les postes vacants à l'organigramme de l'Unité sanitaire locale de la Vallée d'Aoste.

AVIS

Avis est donné que le 20 mars 2000, aux heures indiquées ci-dessous, auprès de l'Unité sanitaire locale de la Vallée d'Aoste – Bureau des concours, 3, rue G. Rey (1^{er} étage) AOSTE – sera effectué, aux termes et selon les modalités prévues par l'art. 6 du DPR n° 483 du 10 décembre 1997, le tirage au sort des membres du jury du concours externe, sur titres et épreuves, pour le poste vacant à l'organigramme de l'Unité sanitaire locale de la Vallée d'Aoste, jury dont la composition est prévue par l'art. 5 du DPR n° 483/1997 :

9 h 00 1 directeur sanitaire – médecin appartenant au secteur de chirurgie et des spécialités chirurgicales – discipline d'urologie.

Le commissaire,
Pietro BOSSO

ACTES ÉMANANT DES AUTRES ADMINISTRATIONS

Commune d'AYAS. Délibération n° 6 du 28 janvier 2000,

portant examen des observations et approbation définitive non substantielle du PRGC en vigueur (modification du classement d'un bâtiment).

IL CONSIGLIO COMUNALE

Omissis

delibera

- di approvare definitivamente l'allegata variante non sostanziale al piano regolatore generale comunale vigente del comune di AYAS che consiste nella modificazione della classificazione del fabbricato posto in zona «A» della frazione di Lignod, distinto a catasto al foglio 64 n. 652 da «fabbricato di valore storico – ambientale» in «fabbricato non in contrasto con l'ambiente»;
- di prendere atto che, in merito alla variante non sostanziale in oggetto, è pervenuta un'unica osservazione (riportata in premessa) della Direzione Urbanistica dell'Assessorato del Territorio, Ambiente e Opere pubbliche;
- di dare atto che la presente variante risulta coerente con il Piano Territoriale Paesistico approvato dalla Regione Valle d'Aosta con L.R. 10.04.1998 n. 13;
- di disporre la pubblicazione della presente deliberazione nel Bollettino Ufficiale della Regione e la trasmissione della variante, entro 30 giorni dalla data odierna, alla struttura regionale competente in materia urbanistica;
- di dare atto che la presente deliberazione, ai sensi dell'art. 17 comma 1 lettera a) della L.R. 73/1993 come sostituito dall'art. 12 della L.R. 40/1997, non è soggetta al controllo preventivo di legittimità della CO.RE.CO.
- di dichiarare, previa votazione unanime e palese, la presente di immediata eseguibilità.

LE CONSEIL COMMUNAL

Omissis

délibère

- La variante ci-jointe non substantielle du PRGC en vigueur de la Commune d'AYAS, relative à la modification du classement d'un bâtiment situé en zone du type A de l'hameau de Lignod, identifié au cadastre avec la F. 64 n° 652, de bâtiment «di valore storico-ambientale» en bâtiment «non in contrasto con l'ambiente» est approuvée à titre définitif.
- À propos de la variante non substantielle en question, est parvenue une seule observation (reproduite dans le préambule) de la part de la Direction de l'Urbanisme de l'Assessorat du territoire, de l'environnement et des ouvrages publics.
- La variante en question est conforme au plan territorial paysager approuvé par la Région Vallée d'Aoste avec la L.R. 13 du 10 avril 1998.
- La présente délibération est publiée au Bulletin officiel de la Région et transmise à la structure régionale compétente en matière d'urbanisme dans les trente jours qui suivent la date de la dite délibération.
- La présente délibération ne fait pas l'objet du contrôle préalable de légalité de la Commission régionale de contrôle, aux termes de la LR 73/1993, art. 17, 1^{er} alinéa, lettre a), remplacée par la LR 40/1997 art. 12.
- À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est déclarée, à l'unanimité, immédiatement applicable.

N.D.R.: La traduzione del presente atto è stata redatta a cura dell'inserzionista.

Comune di PONT-SAINT-MARTIN.

Bando per il rilascio delle autorizzazioni per l'esercizio del commercio su aree pubbliche di tipo A (mediante l'uso di posteggi).

Art. 1

Tipologia e numero delle autorizzazioni da rilasciare

Nel Comune di PONT-SAINT-MARTIN al mercato che si svolge di mercoledì in piazza I° Maggio, sono vacanti n. 7 posteggi per l'esercizio del commercio su aree pubbliche, di mq 35, dimensioni metri 8 x 4,30. Il mercato si compone complessivamente di n. 3 posti e riguarda esclusivamente i prodotti ortoflorofrutticoli.

I posteggi sono assegnati dietro rilascio di apposita autorizzazione di tipologia A secondo i termini e le procedure di cui ai successivi articoli.

Art. 2

Requisiti richiesti per il rilascio delle autorizzazioni

1) essere in possesso dei requisiti morali previsti dall'art. 5, comma 2 del decreto legislativo n. 114/1998;

Commune de PONT-SAINT-MARTIN.

Avis relatif à la délivrance des autorisations du type A (utilisation d'emplacements) pour l'exercice du commerce sur la voie publique.

Art. 1^{er}

Typologie et nombre des autorisations à délivrer

Au marché qui se déroule le mercredi, place du 1^{er} Mai, dans la commune de PONT-SAINT-MARTIN, deux emplacements pour l'exercice du commerce sur la voie publique de 35 m² (8 m x 4,30 m) sont vacants. Ledit marché se compose au total de 3 emplacements, réservés aux produits maraîchers et aux fleurs.

Les emplacements sont accordés aux demandeurs ayant obtenu une autorisation du type A, suivant les critères et les procédures visées aux articles suivants.

Art. 2

Conditions requises pour la délivrance des autorisations

1) Réunir les conditions morales prévues par le deuxième alinéa de l'article 5 du décret législatif n° 114/1998 ;

2) per l'esercizio del settore alimentare è richiesto il possesso di uno dei seguenti requisiti professionali:

- aver frequentato con esito positivo un corso professionale per il commercio del settore alimentare istituito o riconosciuto dalla regione;
- aver esercitato in proprio, per almeno 2 anni nell'ultimo quinquennio, l'attività di vendita all'ingrosso o al dettaglio di prodotti alimentari;
- avere prestato la propria opera, per almeno 2 anni nell'ultimo quinquennio, presso imprese esercenti l'attività nel settore alimentare, in qualità di dipendente qualificato addetto alla vendita o all'amministrazione o, se trattasi di coniuge o parente o affine, entro il 3° grado dell'imprenditore, in qualità di coadiutore familiare, comprovata dall'iscrizione all'INPS;
- essere stato iscritto nell'ultimo quinquennio al Registro Esercenti il Commercio (REC) per uno dei gruppi merceologici individuati dalle lettere a), b) e c) dell'art. 12, comma 2, del DM 04.08.88 n. 375;

In caso di società il possesso di uno dei requisiti di cui sopra è richiesto con riferimento al legale rappresentante o ad altra persona specificatamente preposta all'attività commerciale.

3) il commercio su aree pubbliche può essere svolto unicamente da parte di persone fisiche o da società di persone.

Art. 3

Termine per la presentazione delle domande

Le domande per il rilascio delle autorizzazioni devono essere inoltrate al Comune di PONT-SAINT-MARTIN – V ia E. Chanoux 122 – 11026 – PONT-SAINT-MARTIN (AO) esclusivamente a mezzo di raccomandata postale con avviso di ricevimento, a partire dalla data di pubblicazione del presente bando nel Bollettino Ufficiale ed entro i successivi 30 giorni. Deve essere allegata la fotocopia di un documento di identità.

Le domande pervenute al Comune fuori termine sono respinte e non danno luogo ad alcuna priorità in futuro.

Qualora il comune non si pronunci entro 90 giorni decorrenti dalla data di presentazione dell'istanza, la domanda deve considerarsi accolta.

Art. 4

Criteri per il rilascio delle autorizzazioni

Il Comune rilascia le autorizzazioni sulla base di una graduatoria formulata tenendo conto, nell'ordine, dei seguenti criteri:

- a) maggiore anzianità di presenza nel mercato, determinata in base al numero delle volte che l'operatore si è presen-

2) Pour l'exercice du commerce dans le secteur alimentaire, remplir au moins l'une des conditions professionnelles suivantes :

- avoir participé avec succès à un cours de formation professionnelle pour l'exercice du commerce dans le secteur alimentaire, organisé ou reconnu par la Région ;
- avoir exercé, d'une manière autonome et pendant deux ans au moins au cours des cinq dernières années, l'activité de vente de gros ou de détail de produits alimentaires ;
- ou bien avoir travaillé, pendant deux ans au moins au cours des cinq dernières années, auprès d'une entreprise du secteur alimentaire, en tant que personnel qualifié préposé à la vente ou à la gestion ou en tant que collaborateur inscrit à l'INPS, s'il s'agit du conjoint ou d'un parent ou allié jusqu'au 3° degré du titulaire de l'entreprise ;
- avoir été immatriculé, au cours des cinq dernières années, au registre du commerce (REC) pour l'une des catégories de marchandises prévues par les lettres a), b) et c) du deuxième alinéa de l'article 12 du DM n° 375 du 4 août 1988.

En cas de sociétés, les conditions indiquées ci-dessus doivent être remplies par le représentant légal ou par une autre personne ayant été chargée de l'activité commerciale.

3) Le commerce sur la voie publique peut être exercé uniquement par des personnes physiques ou des sociétés de personnes.

Art. 3

Délai de dépôt des demandes

Toute demande d'autorisation doit parvenir à la maison communale de PONT-SAINT-MARTIN – 122, rue Émile Chanoux – 11026 PONT-SAINT-MARTIN – uniquement par la voie postale, sous pli recommandé avec accusé de réception, dans les trente jours qui suivent la date de publication du présent avis au Bulletin officiel de la Région. La demande en question doit être assortie de la photocopie d'une pièce d'identité de l'intéressé.

Les demandes qui parviennent après l'expiration dudit délai sont rejetées et ne donnent droit à aucune priorité pour l'avenir.

Au cas où la commune ne communiquerait pas sa décision dans les 90 jours qui suivent la date de présentation de la demande, cette dernière doit être considérée comme accueillie.

Art. 4

Critères pour la délivrance des autorisations

La commune délivre les autorisations sur la base d'un classement établi d'après les critères suivants, par ordre de priorité :

- a) Ancienneté de présence sur le marché, établie d'après le nombre de jours où le commerçant y a été présent dès

- tato entro l'orario di inizio previsto, prescindendo dal fatto di aver potuto o meno svolgere l'attività;
- b) anzianità di iscrizione al Registro delle Imprese per l'attività di commercio al dettaglio su aree pubbliche;
- c) ordine cronologico di spedizione della domanda.

SCHEMA DI DOMANDA PER IL RILASCIO DELL'AUTORIZZAZIONE PER L'ESERCIZIO DEL COMMERCIO SU AREE PUBBLICHE DI TIPO A (MEDIANTE L'USO DI POSTEGGI).

Marca da bollo L. 20.000:

RACC. R.R.

Al Sig. Sindaco del Comune
di PONT-SAINT-MARTIN
11026 PONT-SAINT-MARTIN

Il sottoscritto, cognome _____
nome _____ di cittadinanza _____
nato a _____ il _____ resi-
dente in _____ via _____
_____ n. _____ cod.fiscale _____
recapito telefonico _____

r in nome e per conto proprio

r legale rappresentante della società, denominazione
_____ con sede nel comune
di _____ via _____
_____ n. _____

partita Iva _____ n. di iscri-
zione al Registro Imprese _____
CCIAA di _____

chiede

il rilascio dell'autorizzazione per l'esercizio del commer-
cio su aree pubbliche di tipologia A, mediante l'uso di
posteggio, per il settore:

r alimentare r non alimentare.

A tal fine dichiara:

- 1) r di essere in possesso dei requisiti morali previsti dall'art. 5, comma 2 del d.lgs 114/1998 (1);
- 2) r che non sussistono nei propri confronti «cause di divieto, di decadenza o di sospensione di cui all'art. 10 della legge 31 maggio 1965 n. 575» (antimafia) (2);
- 3) r di essersi presentato al mercato del mercoledì di PONT-SAINT-MARTIN nelle seguenti date:

l'heure d'ouverture, indépendamment du fait qu'il ait pu y exercer son activité ou non ;

- b) Ancienneté d'immatriculation au registre des entreprises au titre de l'activité de commerce de détail sur la voie publique ;
- c) Ordre chronologique d'expédition des demandes.

FAC-SIMILÉ DE LA DEMANDE POUR LA DÉLIVRANCE DE L'AUTORISATION DU TYPE A (UTILISATION D'EMPLACEMENTS) POUR L'EXERCICE DU COMMERCE SUR LA VOIE PUBLIQUE

Timbre fiscal de 20 000 L

Pli recommandé avec accusé de réception

M. le syndic de la commune
de PONT-SAINT-MARTIN
11026 PONT-SAINT-MARTIN

Je soussigné(e) nom _____
prénom _____ nationalité _____
né(e) le _____ à _____
résidant à _____ rue _____
n° _____ code fiscal _____ téléphone _____

r en mon nom et pour mon propre compte

r représentant légal de la société _____
_____ dont le siège est situé dans la commune de
_____ rue _____
n° _____

n° d'immatriculation IVA _____
n° d'immatriculation au registre des entreprises _____
_____ CCIAA de _____

demande

l'autorisation du type A (utilisation d'emplacements) aux fins de l'exercice du commerce sur la voie publique, dans le secteur suivant :

r alimentaire r non alimentaire.

Je déclare à cet effet :

- 1) r Réunir les conditions morales prévues par le deuxième alinéa de l'article 5 du décret législatif n° 114/1998 (1) ;
- 2) r Ne pas me trouver dans l'un des cas d'interdiction, de déchéance ou de suspension visés à l'article 10 de la loi n° 575 du 31 mai 1965 (antimafia) (2) ;
- 3) r Avoir participé au marché du mercredi à PONT-SAINT-MARTIN aux dates suivantes : _____

4) r di essere iscritto al Registro Imprese – CCIAA di _____ con il n. _____ per l'attività di commercio su aree pubbliche dal _____;

5) (solo nel caso di società) r che è stata compilata la dichiarazione di cui all'allegato A;

6) (da compilare solo per il commercio del settore alimentare) (solo per le ditte individuali)

– di essere in possesso di uno dei seguenti requisiti professionali:

r aver frequentato con esito positivo il corso professionale per il commercio del settore alimentare:

nome dell'Istituto _____
sede _____ oggetto del corso _____ anno di conclusione _____

r aver esercitato in proprio l'attività di vendita di prodotti alimentari,

tipo attività _____ dal _____ al _____ n. di iscrizione al Registro Imprese _____ CCIAA di _____ n. REA _____

r aver prestato la propria opera presso imprese esercenti l'attività di vendita di prodotti alimentari

nome impresa _____
sede _____

nome impresa _____
sede _____

quale dipendente qualificato, regolarmente iscritto all'INPS, dal _____ al _____

quale collaboratore familiare, regolarmente iscritto all'INPS, dal _____ al _____

r essere iscritto nel Registro Esercenti il Commercio (REC) presso la CCIAA di _____ con il n. _____ per il commercio delle tabelle merceologiche _____

(solo per le società)

r che i requisiti professionali sono posseduti dal sig. _____ che ha compilato la dichiarazione di cui all'allegato B.

Il sottoscritto:

– è consapevole che le dichiarazioni false, la falsità negli atti e l'uso di atti falsi comportano l'applicazione delle sanzioni penali previste dall'art. 26 L. 15/1968;

4) Être immatriculé au registre des entreprises – CCIAA de _____, n° _____, pour le commerce sur la voie publique, à compter du _____;

5) (Pour les sociétés uniquement) r Avoir rempli la déclaration visée à l'annexe A;

6) (À remplir uniquement au titre du secteur alimentaire) (Uniquement pour les entreprises individuelles)

– justifier de l'une des conditions professionnelles ci après :

r Avoir participé avec succès à un cours de formation professionnelle pour l'exercice du commerce dans le secteur alimentaire

nom de l'établissement _____
siège _____ objet du cours _____ année d'achèvement du cours _____

r Avoir exercé pour mon propre compte l'activité de vente de produits alimentaires

type d'activité _____ du _____ au _____ n° d'immatriculation au registre des entreprises _____ CCIAA de _____ n° REA _____

r Avoir travaillé auprès d'une entreprise exerçant l'activité de vente de produits alimentaires

nom de l'entreprise _____
siège _____

nom de l'entreprise _____
siège _____

en tant que personnel qualifié, régulièrement inscrit à l'INPS, du _____ au _____

en tant que collaborateur, régulièrement inscrit à l'INPS, du _____ au _____

r Être immatriculé au registre du commerce (REC) à la CCIAA de _____ n° _____ pour les catégories de marchandises suivantes : _____;

(uniquement pour les sociétés)

r Que les conditions professionnelles requises sont remplies par M./Mme _____ qui a signé la déclaration visée à l'annexe B.

Je soussigné(e) :

– suis conscient(e) du fait que les déclarations mensongères, le faux et l'usage de faux comportent l'application des sanctions pénales prévues par l'article 26 de la loi n° 15/1968;

– è consapevole che ai fini della commercializzazione restano salve le disposizioni concernenti la vendita di determinati prodotti previste da leggi speciali;

– dichiara che sono stati compilati anche:

Allegati: A r B r

Data _____

Allegare fotocopia documento di identità

firma del titolare
o legale rappresentante

(1) Non possono esercitare l'attività commerciale, salvo che abbiano ottenuto la riabilitazione:

- a) coloro che sono stati dichiarati falliti;
- b) coloro che hanno riportato una condanna, con sentenza passata in giudicato, per delitto non colposo per il quale è prevista una pena detentiva non inferiore nel minimo a tre anni, sempre che sia stata applicata in concreto una pena superiore al minimo edittale;
- c) coloro che hanno riportato una condanna a pena detentiva accertata, con sentenza passata in giudicato, per uno dei delitti di cui al titolo II e VIII del libro II del codice penale, ovvero di ricettazione, riciclaggio, emissione di assegni a vuoto, insolvenza fraudolenta, bancarotta fraudolenta, usura, sequestro di persona a scopo di estorsione, rapina;
- d) coloro che hanno riportato due o più condanne a pena detentiva o a pena pecuniaria, nel quinquennio precedente all'inizio dell'esercizio dell'attività, accertate con sentenza passata in giudicato, per uno dei delitti previsti dagli artt. 442, 444, 513, 513 bis, 515, 516 o 517 del codice penale, o per delitti di frode nella preparazione o nel commercio degli alimenti, previsti da leggi speciali;
- e) coloro che sono sottoposti ad una delle misure di prevenzione di cui alla legge 27.12.1956 n. 1423, o nei cui confronti sia stata applicata una delle misure previste dalla legge 31.05.1965 n. 575, ovvero siano stati dichiarati delinquenti abituali professionali o per tendenza.

Il divieto di esercizio dell'attività commerciale permane per la durata di cinque anni a decorrere dal giorno in cui la pena è stata scontata o si sia in altro modo estinta, ovvero, qualora sia stata concessa la sospensione condizionale della pena, dal giorno del passaggio in giudicato della sentenza.

(2) In caso di società, tutte le persone di cui al DPR 252/1998 art. 2 compilano l'allegato A

Per informazioni rivolgersi al Comune di PONT-SAINT-MARTIN – tel. 0125 830611–830637– 830636 – fax 830642.

– suis conscient(e) du fait qu'aux fins de la commercialisation il est fait application des dispositions établies par des lois spéciales en matière de vente de certains produits ;

– déclare qu'ont été remplies également les annexes

A r B r

Date _____

Joindre la photocopie d'une pièce d'identité.

Signature du titulaire
ou du représentant légal

1) Ne peuvent exercer aucune activité commerciale, sauf s'ils ont bénéficié d'une réhabilitation :

- a) Les sujets en état de faillite ;
- b) Les sujets ayant subi une condamnation passée en force de chose jugée, pour un délit intentionnel comportant une peine d'emprisonnement non inférieure à trois ans, à condition que ladite condamnation ait comporté une peine supérieure au minimum prévu par la loi ;
- c) Les sujets ayant subi une condamnation à une peine d'emprisonnement, passée en force de chose jugée, pour l'un des délits visés aux titres II et VIII du livre II du code pénal, à savoir : recel, blanchiment d'argent, chèques sans provision, insolvabilité frauduleuse, banqueroute frauduleuse, usure, enlèvement en vue d'obtenir une rançon, hold-up ;
- d) Les sujets ayant subi au moins deux condamnations à une peine d'emprisonnement ou à des sanctions pécuniaires, passées en force de chose jugée, dans les cinq années qui précèdent le début de leur activité, pour l'un des délits prévus par les articles 442, 444, 513, 513 bis, 515, 516 et 517 du code pénal, ou pour les délits de fraude dans la préparation ou dans la commercialisation des aliments prévus par des lois spéciales ;
- e) Les sujets ayant fait l'objet de l'une des mesures de prévention visées à la loi n° 1423 du 27 décembre 1956 ou bien de l'une des mesures prévues par la loi n° 575 du 31 mai 1965 ou ayant été déclarés délinquants d'habitude, délinquants de profession ou délinquants par tendance.

L'interdiction d'exercer l'activité commerciale a une durée de cinq ans à compter du jour où la peine a été purgée ou remise, de quelque manière que ce soit, ou, en cas de sursis, à compter du jour où le jugement a force de chose jugée.

(2) En cas de sociétés, tous les sujets visés à l'article 2 du DPR n° 252/1998 doivent remplir le formulaire visé à l'annexe A

Pour tout renseignement complémentaire, les intéressés peuvent s'adresser à la commune de PONT-SAINT-MARTIN (tél. 01 25 83 06 11 – 01 25 83 06 37 – 01 25 83 06 36 – Fax 01 25 83 06 42).

ALLEGATO B

DICHIARAZIONE DEL LEGALE RAPPRESENTANTE O PREPOSTO

(solo in caso di società esercente il settore alimentare)

IL SOTTOSCRITTO

Cognome _____ Nome _____ C.F. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Data di nascita ___/___/___ Cittadinanza _____ Sesso: M r F r

Luogo di nascita: Stato _____ Provincia _____ Comune _____

Residenza: Provincia _____ Comune _____

Via, piazza, ecc. _____ n. _____ CAP _____

r LEGALE RAPPRESENTANTE della società _____

r DESIGNATO PREPOSTO dalla società _____ in data _____

dichiara

- 1) Di essere in possesso dei requisiti morali previsti dall'art. 5 c. 2 e 4 del d.lgs. 114/1998.
- 2) Che non sussistono nei propri confronti «cause di divieto, di decadenza o di sospensione di cui all'art. 10 della legge 31 maggio 1965, n. 575» (antimafia).
- 3) di essere in possesso di uno dei seguenti requisiti professionali:

3.1 r essere iscritto nel Registro Esercenti il Commercio (REC) presso la CCIAA di _____
con il n. ___ per il commercio delle tabelle merceologiche _____

3.2 r aver frequentato con esito positivo il corso professionale per il commercio del settore alimentare:

nome dell'istituto _____ sede _____

oggetto del corso _____ anno di conclusione _____

3.3 r aver esercitato in proprio l'attività di vendita di prodotti alimentari

tipo di attività _____ dal _____ al _____

n. di iscrizione al Registro Imprese _____ CCIAA di _____

n. R.E.A. _____

3.4 r aver prestato la propria opera presso imprese esercenti l'attività di vendita di prodotti alimentari

nome impresa _____ sede _____

nome impresa _____ sede _____

quale dipendente qualificato, regolarmente iscritto all'INPS, dal _____ al _____

quale collaboratore familiare, regolarmente iscritto all'INPS, dal _____ al _____

Il sottoscritto è consapevole che le dichiarazioni false, la falsità negli atti e l'uso di atti falsi comportano l'applicazione delle sanzioni penali previste dall'art. 26 L. n. 15/1968.

Data _____

Firma _____

